



# Rapport du deuxième trimestre 2013



RAPPORT FINANCIER  
pour le trimestre clos le 30 septembre 2012

1	<b>Rapport aux actionnaires</b>
3	<b>Rapport de gestion</b>
3	1. Points saillants
4	2. Introduction
5	3. À propos de CAE
14	4. Variations de change
15	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
18	6. Résultats consolidés
21	7. Résultats par secteur
31	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
32	9. Situation financière consolidée
34	10. Regroupements d'entreprises
35	11. Événements postérieurs à la date de clôture
36	12. Modification de méthodes comptables
36	13. Contrôles et procédures
37	14. Principales informations financières trimestrielles
38	<b>États financiers consolidés intermédiaires</b>
38	État consolidé de la situation financière
39	Compte consolidé de résultat
40	État consolidé du résultat global
41	États consolidés des variations en capitaux propres
42	Tableau consolidé des flux de trésorerie
43	<b>Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires</b>
43	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
44	Note 2 – Regroupements d'entreprises
45	Note 3 – Participations dans des coentreprises
46	Note 4 – Comptes débiteurs
47	Note 5 – Provisions
47	Note 6 – Facilités d'emprunt et charges financières, montant net
48	Note 7 – Autres (profits) pertes – montant net
48	Note 8 – Résultat par action et dividendes
49	Note 9 – Rémunération du personnel
49	Note 10 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
49	Note 11 – Aide gouvernementale
50	Note 12 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
51	Note 13 – Transactions avec des parties liées
52	Note 14 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
54	Note 15 – Événements postérieurs à la date de clôture

# Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son deuxième trimestre clos le 30 septembre 2012. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 36,5 millions \$ (0,14 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 38,4 millions \$ (0,15 \$ par action) l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

Abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 9,8 millions \$ avant impôts ce trimestre, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 43,5 millions \$ (0,17 \$ par action). Au deuxième trimestre de l'exercice précédent, abstraction faite des charges d'acquisition et d'intégration de 8,4 millions \$ avant impôts, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situait à 41,1 millions \$ (0,16 \$ par action).

Dans les résultats financiers de ce trimestre, nous retrouvons également d'autres gains non récurrents notamment des gains de change de 8,3 millions \$ avant impôts et un gain de 5,0 millions \$ avant impôts sur la reprise et l'expiration d'un passif éventuel découlant d'une acquisition antérieure. De ces montants, 7,7 millions \$ sont attribués au secteur Militaire et 5,6 millions \$ au secteur Civil.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 514,4 millions \$ ce trimestre, en hausse de 19 % par rapport à ceux de l'an dernier établis à 433,5 millions \$.

« Au cours de ce trimestre, nous avons enregistré de solides commandes de simulateurs du côté Civil, et nous avons ajouté plus de services de formation récurrents à long terme du côté Militaire », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Toutefois, nos résultats ont été touchés par une baisse saisonnière de la demande en formation civile plus prononcée cet été que d'habitude ainsi que par l'intégration continue d'Oxford. Du côté Militaire, nous avons restructuré nos activités européennes basées en Allemagne afin de nous adapter à la demande plus faible, mais cela n'a pas suivi la baisse des nouvelles commandes dans ce pays. Ainsi, les revenus et les bénéfices moins élevés dans cette région au cours de ce trimestre ont contrebalancé les bons résultats obtenus dans le reste de l'entreprise. À la lumière des précisions que nous avons maintenant sur l'ampleur de la restructuration prévue des Forces armées allemandes, nous effectuons une restructuration additionnelle qui coûtera environ 15 millions \$ afin de rajuster la taille de nos activités pour les contrats actuels et ceux à venir. »

Dans une perspective d'avenir, M. Parent a ajouté : « Avec un niveau d'activité très élevé pour CAE au niveau des soumissions militaires, nous demeurons confiants à l'égard de la croissance et de la rentabilité à long terme du secteur Militaire. Nous avons signé plusieurs contrats pluriannuels portant sur la prestation de services cet exercice, mais les revenus de ceux-ci s'échelonnent sur une période de temps plus longue que ceux provenant de la vente de produits. À cause de ces raisons ainsi que de nos mesures en cours en Europe, nous prévoyons désormais une légère baisse des revenus du secteur Militaire cet exercice. Nous prévoyons que les marges du côté Militaire commenceront à se rétablir vers la fin de l'exercice. Du côté Civil, nous connaissons déjà un rendement plus élevé au niveau de la formation alors que nous amorçons le deuxième semestre de l'exercice et nous prévoyons que cela se poursuivra. Au niveau des Produits de simulation – Civil, nous avons annoncé 19 ventes de simulateurs jusqu'à présent et nous sommes sur la bonne voie pour atteindre notre objectif de vente de simulateurs dans la mi-trentaine. »

## Secteurs civils

Les produits des activités ordinaires de nos secteurs civils combinés ont augmenté de 36 % au deuxième trimestre pour atteindre 288,0 millions \$, comparativement à 211,7 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel du deuxième trimestre est de 46,2 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 42,3 millions \$ (20,0 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Les résultats de ce trimestre incluent la récente acquisition de l'Oxford Aviation Academy (Oxford), qui est en cours d'intégration avec les activités existantes de CAE afin de réaliser d'importantes synergies au niveau des coûts et des revenus.

Les résultats du secteur Formation et services associés – Civil ont été touchés par la baisse saisonnière qui a été plus prononcée que d'habitude durant l'été et par certaines perturbations découlant de l'intégration en cours d'Oxford avec nos activités existantes. La demande pour nos produits continue d'être solide avec 12 commandes de simulateurs de vol enregistrées au deuxième trimestre pour des clients provenant principalement de l'Asie. Au cours du trimestre, nous avons également signé des contrats de services de formation qui devraient générer 179,3 millions \$ en revenus futurs. Parmi ces contrats, notons un accord à long terme avec easyjet en Europe qui fait de CAE son fournisseur privilégié de formation, et un contrat pluriannuel exclusif avec une compagnie aérienne en Amérique du Sud.

Pour les secteurs civils combinés, nous avons reçu 302,7 millions \$ en commandes ce trimestre, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,05. Pour les douze derniers mois, il était de 1,10.

## Secteurs militaires

Les produits des activités ordinaires de nos secteurs militaires combinés ont diminué de 2 % au deuxième trimestre pour atteindre 198,1 millions \$, par rapport à 201,5 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel est de 28,3 millions \$ (14,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 30,2 millions \$ (15,0 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours du trimestre, nous avons enregistré des commandes du côté du secteur Produits de simulation portant sur la fourniture de nouveaux simulateurs pour les avions de transport C295 et C-130J pour des forces du Moyen-Orient. Nous avons reçu une série de commandes de mise à niveau portant sur des simulateurs d'avions C-130J et d'hélicoptères Lynx déjà installés au Royaume-Uni, et sur les simulateurs de l'avion-citerne KC-135 aux États-Unis. Du côté des services de formation, nous avons reçu une commande en Asie portant sur la prestation de formation à long terme sur hélicoptères et appareils à voilure fixe et aux États-Unis, l'U.S. Air Force a exercé son option pour reconduire pour une troisième année la formation de l'équipage dans le cadre du programme KC-135 Aircrew Training Systems.

Pour les secteurs militaires combinés, nous avons reçu 258,9 millions \$ en commandes ce trimestre, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,31. Pour les douze derniers mois, il était de 1,07.

#### **Nouveaux marchés principaux**

Les produits des activités ordinaires des Nouveaux marchés principaux se chiffrent à 28,3 millions \$ ce trimestre, en hausse de 39 % par rapport aux 20,3 millions \$ enregistrés l'an dernier. Le résultat opérationnel est de 2,2 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur négative de 8,6 millions \$ l'an dernier.

Nous avons continué d'avoir du succès avec le lancement de nouveaux produits et la vente de produits existants.

Du côté de CAE Mines, nous avons annoncé l'établissement d'un partenariat stratégique avec Devex, une société spécialisée dans la technologie de gestion des opérations minières, qui élargit davantage notre éventail de solutions et nous accorde les droits exclusifs de distribution dans un certain nombre d'importants marchés dans le monde. Le marché continue d'être réceptif à nos solutions logicielles, avec des ventes ce trimestre à d'importants clients du secteur minier en Amérique du Sud, en Afrique du Sud et en Australie.

Du côté de CAE Santé, nous avons lancé le nouveau simulateur de patient ayant subi des traumatismes Caesar et nous avons procédé au pré-lancement de notre simulateur d'échographie VIMEDIX pour la santé des femmes. Au cours du trimestre, nous avons vendu notre système de gestion des centres à la Veterans Health Administration des États-Unis pour qu'elle l'utilise dans 159 centres partout aux États-Unis, et à 25 centres de simulation médicale de l'U.S. Air Force répartis partout dans le monde. De plus, nous avons vendu des solutions provenant de notre gamme de produits de simulation et de systèmes de gestion de centres à des universités et des hôpitaux d'enseignement aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Russie.

#### **Autres points saillants financiers**

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 12,5 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 25 %, comparativement à 21 % l'an dernier. Le taux d'impôt était inférieur au deuxième trimestre de l'an dernier en raison de la comptabilisation de certains actifs d'impôts.

Les flux de trésorerie disponibles ont affiché une valeur positive de 17,7 millions \$ ce trimestre. La hausse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. La diminution par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 découle essentiellement des variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancées en partie par une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Les dépenses d'investissement totalisent 44,0 millions \$ ce trimestre, notamment 33,4 millions \$ pour appuyer nos initiatives de croissance et 10,6 millions \$ pour la maintenance.

La dette nette se chiffre à 994,8 millions \$, comparativement à 988,9 millions \$ au 30 juin 2012.

CAE versera un dividende de 0,05 \$ par action le 31 décembre 2012 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 14 décembre 2012.

# Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2012

## 1. POINTS SAILLANTS

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

##### Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2012

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 514,4 millions \$ ce trimestre, en hausse de 34,3 millions \$, soit 7 %, par rapport au trimestre précédent et de 80,9 millions \$, soit 19 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012;
- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 994,5 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2013, en hausse de 133,1 millions \$, soit 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

##### Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 36,5 millions \$ (soit 0,14 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 21,3 millions \$ (soit 0,08 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 15,2 millions \$, soit 71 %, et comparativement à 38,4 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice 2012, ce qui représente une baisse de 1,9 million \$, soit 5 %;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 57,8 millions \$ (soit 0,22 \$ par action) au premier semestre de l'exercice 2013, comparativement à 81,5 millions \$ (soit 0,32 \$ par action) à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 23,7 millions \$, soit 29 %;
- Des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 9,8 millions \$ (7,0 millions \$ après impôts) ont été comptabilisés ce trimestre, contre 32,0 millions \$ (25,4 millions \$ après impôts) au trimestre précédent et des charges d'acquisition et d'intégration de 8,4 millions \$ (2,7 millions \$ après impôts) ont été comptabilisées au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Abstraction faite de ces coûts, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 43,5 \$ (soit 0,17 \$ par action) ce trimestre, à 46,7 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au trimestre précédent et à 41,1 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

##### Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup> positifs de 17,7 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont représenté un montant positif de 45,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à un montant négatif de 74,0 millions \$ au trimestre précédent et à un montant positif de 129,2 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance<sup>1</sup> et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 18,0 millions \$ ce trimestre, à 15,9 millions \$ au trimestre précédent et à 15,1 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés<sup>1</sup> ont totalisé 9,7 millions \$ ce trimestre, 8,2 millions \$ au trimestre précédent et 8,3 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

##### Capital utilisé<sup>1</sup> en baisse de 17,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie<sup>1</sup> a augmenté de 29,2 millions \$ pour s'établir à 228,6 millions \$;
- Les immobilisations corporelles ont diminué de 13,9 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont augmenté de 1,3 million \$, tandis que les autres passifs non courants ont augmenté de 34,4 millions \$;
- La dette nette<sup>1</sup> s'est chiffrée à 994,8 millions \$ ce trimestre, comparativement à 988,9 millions \$ au trimestre précédent.

### COMMANDES<sup>1</sup>

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>1</sup> pour le trimestre s'est établi à 1,15 (ratio de 1,05 pour les secteurs civils combinés, de 1,31 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,08 (ratio de 1,10 pour les secteurs civils combinés, de 1,07 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 589,9 millions \$, comparativement à 406,8 millions \$ au trimestre précédent et à 563,4 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2012;
- Le carnet de commandes<sup>1</sup> s'établissait à 3 909,1 millions \$ au 30 septembre 2012.

### Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a remporté des contrats d'une valeur prévue de 179,3 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu de nouvelles commandes de 123,4 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 12 simulateurs de vol (FFS).

<sup>1</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

### Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu de nouvelles commandes de 98,2 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a remporté des contrats d'une valeur de 160,7 millions \$.

### Nouveaux marchés principaux

- Les nouvelles commandes du secteur Nouveaux marchés principaux sont évaluées à 28,3 millions \$.

## 2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2013* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2013;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2012;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 8 novembre 2012 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2012. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 et à nos états financiers consolidés audités annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Le rapport de gestion contenu dans notre rapport annuel 2012 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de normes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ou sur celui d'EDGAR, [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

### NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

### MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel 2012.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

### 3. À PROPOS DE CAE

#### 3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Nous sommes présents dans le monde entier, comptant quelque 8 000 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans une trentaine de pays. Durant l'exercice 2012, nos produits des activités ordinaires annuels ont été supérieurs à 1,8 milliard \$ et provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion d'environ 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique. Nous offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans plus de 45 établissements dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation d'environ 100 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. Nous mettons notre expertise en matière de simulation et notre expérience opérationnelle au service de nos clients afin de les aider à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à assurer leur préparation et à résoudre des problèmes difficiles. Nous tirons maintenant parti de nos capacités de simulation dans de nouveaux marchés tels les soins de santé et les mines.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes, les services de placement des membres d'équipage et les services professionnels.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis 65 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

#### 3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels à la mission en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de permettre la prise de meilleures décisions.

#### 3.3 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant de grandes capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus d'efficacité opérationnelle, de sécurité et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

CAE dessert essentiellement quatre grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation initiale des pilotes et le placement de membres d'équipage, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM;
- Le marché minier comprend des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

## MARCHÉ CIVIL

### Formation et services associés – Civil (FS/C)

*Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation d'affaires, l'aviation commerciale et sur hélicoptère au personnel navigant, à l'équipage de bord, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage*

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale et de formation sur hélicoptère dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale et l'aviation commerciale, des exploitants d'hélicoptères et de l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 218 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 25 pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des services de placement de membres d'équipage et des FTO. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation à long terme et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau d'écoles de formation initiale dans le monde avec 11 écoles de pilotage réparties sur cinq continents et une capacité de formation de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial dans le domaine du placement sur contrat de professionnels de l'aviation dans l'industrie aéronautique, fournissant actuellement plus de 1 300 pilotes, membres d'équipage et autres professionnels de l'aviation en affectation à des clients partout dans le monde.

### Produits de simulation – Civil (PS/C)

*Ce secteur conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile*

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation et de solutions d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Ces dernières années, nous avons conçu des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le Boeing 747-8, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000, Global 7000/8000 et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

### Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans les marchés émergents ont surclassé ce taux de croissance moyen mondial, ce qui est intéressant pour nous compte tenu de la position de chef de file que nous occupons dans ces régions. Les transporteurs traditionnels américains, clientèle de longue date de CAE, ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. La croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs OEM et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, les commandes d'appareils et l'utilisation de ceux-ci sont surtout tributaires de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. La fréquence d'exploitation des avions aux États-Unis doit s'améliorer de l'ordre de 15 % à 20 % pour regagner le terrain perdu durant la plus récente récession. Le secteur de l'aviation d'affaires continue d'afficher un optimisme prudent. Bien qu'il règne toujours une certaine incertitude, la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis a indiqué que le nombre de vols de jets d'affaires est demeuré stable pour la période de 12 mois se terminant en août 2012.

D'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Cessna, Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils, ce qui illustre leur confiance à long terme envers la demande pour le trafic aérien d'affaires. Dans l'ensemble, nous avons récemment observé une progression de la demande pour le secteur des avions d'affaires de grande dimension et de moyenne dimension, tandis que la demande pour le secteur des avions d'affaires de petite dimension est demeurée stable, quoique faible. Selon la General Aviation Manufacturers Association (GAMA), les livraisons de jets d'affaires ont augmenté de 10,6 % au premier semestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout grâce aux jets d'affaires de grande dimension et de moyenne dimension, lesquels ont affiché une croissance respective de 13,8 % et de 17,0 %.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché demeure élevé et nous nous attendons à continuer d'enregistrer beaucoup de commandes au cours de l'exercice 2013 avec des ventes de FFS dans la mi-trentaine.



Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées;
- Commandes massives d'appareils;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage).

### ***Croissance à long terme prévue du trafic aérien***

Au premier neuf mois de l'année calendrier 2012, le trafic passager a augmenté de 5,7 % par rapport au premier neuf mois de l'année calendrier 2011, tandis que le fret-tonne-kilomètre a diminué de 1,9 % pour la même période. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %. Cette progression devrait se poursuivre pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

### ***Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien***

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services que nous offrons. Nous sommes présents dans ces marchés émergents à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupons une position de chef de file du marché, grâce à des activités, à des partenariats stratégiques et à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

### ***Carnets de commandes d'appareils***

Les constructeurs d'avions commerciaux Boeing et Airbus continuent d'assumer un carnet record de plus de 8 500 appareils. Nos activités civiles sont essentiellement tributaires de la flotte déjà en service pour soutenir la demande, près des deux tiers de nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale. Nos ventes de produits sont principalement liées aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

### ***Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées***

Les plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries, y compris le contrat visant les avions Global 7000/8000 conclu ce trimestre, avec ATR pour le nouvel appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour le nouvel appareil MRJ, avec Airbus pour l'appareil A350 XWB et avec AVIC pour l'avion de transport de taille moyenne afin de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont des FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity<sup>MC</sup> et des programmes de formation complets, et étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. D'autre part, si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

### ***Les compagnies aériennes exigent des appareils plus efficaces***

Les constructeurs d'appareils commerciaux ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes plus efficaces, dont le nouveau Boeing 737 MAX, les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Airbus A320neo, le Mitsubishi MRJ, le COMAC ARJ21, l'appareil russe UAC SSJ100 et le Bombardier CSeries. La demande pour ces plateformes est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et l'amélioration des émissions et de l'empreinte environnementale. À lui seul, le carburant compte désormais pour environ un tiers des coûts d'exploitation des compagnies aériennes, soit une proportion qui représente plus du double de celle d'il y a dix ans. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire ces coûts et le risque lié à des fluctuations du coût du carburant ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération.

### ***Les exploitants de jets d'affaires exigent des appareils à haute performance***

Les constructeurs d'appareils d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Global 7000/8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650 ainsi que les Cessna Citation M2, Latitude et Longitude, afin d'améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment la portée, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires.

### **Commandes massives d'appareils**

Les transporteurs traditionnels américains ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes, comme en témoignent la commande récente de United/Continental Airlines et les commandes passées au cours de l'exercice précédent par American Airlines, Southwest Airlines et Delta Airlines. Des transporteurs à faible coût comme Norwegian Air Shuttle en Europe, Lion Air en Asie et Volaris au Mexique ont récemment passé des commandes records auprès d'Airbus et de Boeing pour la croissance de leurs flottes.

### **Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)**

*La demande mondiale devrait progresser à long terme*

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques.

*Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation*

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'ont adopté plusieurs autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes. Nous avons lancé le cours MPL de CAE à l'exercice 2010, et les diplômés de notre programme MPL ont rejoint le marché du travail. Au cours de l'exercice 2012, nous avons conclu avec Air Asia notre premier engagement à long terme d'une grande compagnie aérienne à l'égard de la MPL. Grâce à l'acquisition d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à.r.l. (OAA), nous avons ajouté des programmes MPL avec Dragonair, easyJet et Flybe. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés émergents où le besoin en pilotes qualifiés formés de la manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

## **MARCHÉ MILITAIRE**

Nous générons des revenus dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché de la défense grâce à nos solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau d'un important parc de simulateurs et de dispositifs de formation; nous fournissons des centres de formation et des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des solutions intégrées d'entreprise (IES) fondées sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle et nous fournissons des solutions de maintenance et de soutien en service.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de notre présence mondiale et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement dans des marchés clés, notamment en Allemagne, en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Inde, au Moyen-Orient, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous articulons nos activités militaires autour d'un modèle d'exploitation mondiale visant à en assurer l'efficacité et à permettre à nos filiales locales d'adapter nos solutions tout en tirant parti de la portée et des capacités de la Société. Nos activités du secteur de la défense sont très diversifiées sur le plan géographique, nos revenus étant générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde, y compris dans certains marchés émergents comme l'Asie et le Moyen-Orient, qui font des investissements croissants dans la défense.

### **Produits de simulation – Militaire (PS/M)**

*Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales*

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

### **Formation et services associés – Militaire (FS/M)**

*Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service*

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main, une expertise dans l'intégration des systèmes de formation et des services de soutien à la formation aux forces armées du monde entier, comme le centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) à la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni), le centre d'entraînement C130 de Tampa (États-Unis), le programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO) des Forces canadiennes, l'école German Army Aviation School à Bückeburg, le système d'entraînement de l'équipage (ATS) du KC-135

de l'United States Air Force (USAF) dans 13 bases américaines et internationales, ainsi qu'à nos centres de formation en coentreprise, notamment Rotorsim s.r.l en Italie avec AgustaWestland et Helicopter Training Private Limited (HATSOFF) en Inde avec Hindustan Aeronautics Limited (HAL). Nous avons récemment formé une entreprise avec le gouvernement du Brunei afin de construire le CAE Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd (MPTC) qui fournira des services de formation à long terme sur les hélicoptères et les appareils à voilure fixe. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 70 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de solutions intégrées d'entreprise fondées sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

### **Tendances et perspectives commerciales**

Nous continuons toujours à voir un large éventail d'occasions d'affaires dans le monde pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils dont le cycle de vie devrait être long. Enfin vient le facteur le plus fondamental, la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Aux États-Unis et en Europe, nous connaissons des processus d'approvisionnement plus longs et des retards qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats et sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat. La menace de compressions budgétaires massives aux États-Unis a exacerbé des cycles d'approvisionnement déjà lents et tardifs. Toutefois, nous continuons de présenter des soumissions pour un grand nombre de projets et nous prévoyons continuer d'obtenir notre juste part des nouvelles activités. En Europe, les compressions au niveau de la structure des forces de défense et les plans d'investissements futurs revus à la baisse ont rétréci l'éventail de nouvelles possibilités. Cependant, nous maintenons un éventail d'activités récurrentes en fonction desquelles nous sommes en voie d'adapter l'ampleur de nos opérations. Alors que les États-Unis et l'Europe sont aux prises avec des difficultés budgétaires, nous constatons une augmentation des possibilités émanant de régions où les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où CAE est bien établie et accroît sa présence. Au premier semestre de l'exercice 2013, nous avons reçu des commandes en provenance de pays du Moyen-Orient comme l'Oman et le Koweït, les forces de défense de cette région continuant d'investir dans leurs capacités militaires. Malgré les défis à court terme, il existe des exemples clairs où la formation fondée sur la simulation augmentera à moyen et à long terme. En particulier, le U.S. Government Accountability Office (GAO) a récemment déclaré que la U.S. Navy et l'U.S. Air Force planifient d'augmenter considérablement le pourcentage de la formation de leur personnel basée sur la simulation d'ici 2020. La tradition en matière de formation pour l'aviation militaire était d'utiliser une combinaison de formation sur appareil et de formation synthétique, la formation sur appareil étant habituellement prédominante. Même si la formation pour l'aviation militaire conservera toujours une combinaison de formation sur appareil et de formation synthétique, nous sommes encouragés de voir que la U.S. Navy, l'U.S. Air Force et d'autres organisations accentuent le recours à la formation synthétique.

### **Position mondiale**

Depuis sa création, notre secteur militaire est diversifié à l'échelle mondiale. Notre carnet de commandes actuel est solide, il s'est accru au cours de l'exercice 2012, et nous constatons un large éventail de possibilités à l'échelle mondiale, malgré les pressions exercées sur les gouvernements, principalement aux États-Unis, en Europe continentale et au Royaume-Uni, afin qu'ils réduisent les dépenses militaires dans le cadre des réformes fiscales. Ces pressions ont fait en sorte que certains programmes ont été retardés ou amputés, et il est donc plus difficile de prédire le moment et la taille des occasions d'affaires aux États-Unis et en Europe. Certains pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ont entrepris la réduction de leur structure de forces. Ce phénomène se traduira par une baisse du nombre de personnes devant être formées sur les plateformes touchées, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos activités futures. Au même moment, certains marchés des pays émergents prévoient une croissance de leurs dépenses militaires, et nous occupons une place de choix dans ces régions.

### **Position de nos plateformes**

Au cours des dernières années, nous avons sciemment assuré la position de la Société quant à des plateformes d'appareils dont le cycle de vie, selon nous, sera long. Nous touchons principalement aux plateformes comme des hélicoptères, des appareils de transport, des avions de ravitaillement, des aéronefs de patrouille en mer et des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse. Nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions de simulation et d'entraînement pour ces types de plateformes militaires. Ces appareils comprennent des hélicoptères comme les MH-60S/R, NH90, CH-47 et d'autres, des avions de transport comme les C-130J et C-295, des avions de patrouille maritime comme les P-8A Poseidon et P-3C Orion, des aéronefs de ravitaillement comme le KC-46 et l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, ainsi que des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse comme le M-346 et le Hawk. Jusqu'à présent, bien que ces plateformes ne soient pas immunisées dans certains marchés, les plateformes d'hélicoptères et d'appareils de transport, qui ont des applications dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire, ont été relativement épargnées par rapport aux plateformes comme les avions de combat (chasseurs). Aux États-Unis, les coupures prévues n'ont pas eu d'incidences importantes sur les programmes dans lesquels nous sommes en position dominante.

### **Valeur de l'entraînement fondé sur la simulation**

Diverses études portant sur le secteur suggèrent que les solutions fondées sur la simulation seront en bonne position pour relever quelques-uns des défis qui se posent en matière de budget pour les exploitants du secteur de la défense. Par exemple, selon une étude de marché réalisée en 2012 par Aerospace and Defence Media (ASD), la formation des pilotes militaires sur simulateurs passera de quelque 50 % en 2011 à 80 % d'ici 2021. Nous sommes d'avis que nous faisons partie intégrante de la solution qui permettra aux forces de défense de réduire leurs coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

### **Éléments moteurs du marché et notre position**

Nous croyons que, dans le contexte actuel, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. La demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération.

#### *Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation*

Les gouvernements et les forces de défense ont clairement exprimé leur volonté d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle, en partie pour tenir compte des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature des missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil. Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre du programme de formation global. Par exemple, l'U.S. Navy achète au moins 10 simulateurs P-8A pour former les membres d'équipage de sa flotte prévue de 117 avions de patrouille maritime P-8A. Cela représente une augmentation importante de la quantité de formation synthétique prévue pour le P-8A par rapport au P-3C qu'il remplace. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des aéronefs sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique.

#### *Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation*

##### *Nouvelles plateformes d'avions*

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel aéronef de patrouille en mer P-8A et met au point le nouvel avion de ravitaillement KC-46, Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde, Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules, Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse, et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères militaires et civils. CAE a des relations bien établies avec les constructeurs OEM pour plusieurs de ces plateformes, ainsi qu'avec d'autres constructeurs OEM pour d'autres plateformes, et nos relations ainsi que notre expérience sur ces appareils nous placent en position de saisir les occasions qui en résulteront sur le plan des simulateurs et des services de formation.

##### *Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions*

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation. Nous sommes d'avis qu'il existe des possibilités de croissance si nous appliquons la simulation dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation aux programmes de recherche et de développement de même qu'à la conception et à l'essai des systèmes, à l'analyse des renseignements, à l'intégration et à l'exploitation, et à fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei, et nous sommes d'avis qu'il existe d'autres occasions de développement de centres de modélisation et de simulation intégrés.

##### *Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance*

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements évaluent une gamme de solutions d'impartition, y compris les installations de formation et la prestation de services par des organismes gouvernementaux exploités par un entrepreneur (OGEE) et par des propriétaires-exploitants d'entreprises (PEE). Les gouvernements se tournent de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que l'industrie peut s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts tout en permettant aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Nous avons participé à des contrats de cette nature (avec OGEE et PEE) au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Un exemple de programme avec un OGEE est le programme ATS du KC-135 de CAE aux États-Unis. Des exemples de service de formation offert par un PEE sont le MSHATF au Royaume-Uni, où nous offrons des services complets de formation à la RAF et à des clients tiers sur divers types d'hélicoptères, ainsi que notre entreprise nouvellement formée avec le gouvernement du Brunei afin de développer le centre CAE Brunei MPTC qui fournira des services de formation à long terme sur les hélicoptères et sur les appareils à voilure fixe.

### Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs OEM prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mise à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, l'U.S. Air Force a accordé plusieurs modifications de contrats à CAE aux termes du programme ATS du KC-135, en vertu desquelles CAE actualisera et mettra à niveau la gamme d'appareils de formation KC-135, y compris 19 entraîneurs au vol opérationnel. Certaines mises à niveau sont en réaction aux mises à niveau apportées aux avions KC-135, tandis que d'autres améliorent la fidélité et les capacités des appareils de formation KC-135 pour que la proportion du programme de formation global fondée sur la simulation puisse augmenter. Notre programme ATS du KC-135 aux États-Unis nous a permis de mettre à niveau les dispositifs d'entraînement KC-135, ce qui est nécessaire en raison des importantes mises à niveau des aéronefs et l'obsolescence des simulateurs.

### *Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation*

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'USAF, qui est le plus grand consommateur d'énergie du gouvernement américain, estime que ses coûts liés au carburant ont augmenté de plus de 225 % au cours de la dernière décennie. La montée du prix du carburant favorise l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation.

### *Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération*

#### Demande de réseautage

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Nous préconisons activement les architectures de simulation standardisées et ouvertes, comme la Common Database, qui facilite les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

### Adoption grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, à notre centre MSHATF au Royaume-Uni, nous fournissons un entraînement préalable au déploiement de la Royal Air Force et d'autres forces alliées avant leur déploiement en Afghanistan. À mesure que les États-Unis et leurs alliés réduisent le déploiement de leurs troupes de renfort en Afghanistan et ailleurs, il y aura une augmentation de la demande pour la formation traditionnelle à la maison mère. Lorsque les troupes ne participent pas à des opérations réelles, les forces armées doivent s'entraîner pour maintenir leurs aptitudes et leur préparation aux missions. Vu les coûts associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine prévoit réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Toutefois, la plupart des organisations militaires prévoient également réduire leurs niveaux de force, ce qui se répercutera sur l'infrastructure de formation nécessaire actuelle et future.

## **NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)**

### **Marché des soins de santé**

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux étudiants et aux praticiens des outils réalistes très complets pour les aider à raffiner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la simulation et la modélisation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine, tandis que les établissements d'enseignement ont maintenant recours à la technologie et à la simulation pour faire concurrence aux institutions publiques.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les applications et le matériel de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir rapidement avec des mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens de s'entraîner et d'acquérir les compétences requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et un remplacement de valves cardiaques. Nos simulateurs d'échographie associent l'apprentissage en ligne, un mannequin et un affichage 3D animé en temps réel, ce qui permet aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation, comme les modules d'apprentissage, l'apprentissage en ligne et les applications mobiles, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même que d'effectuer expériences et des évaluations autogérées. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale sont conçues pour simplifier les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement, de débriefing et de planification des événements, de même que l'apprentissage.

CAE Santé est un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé, comptant plus de 7 000 simulateurs de patients, d'échographie et de chirurgie dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. CAE Santé a maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et compte plus de 300 employés qui collaborent avec une équipe de 50 formateurs cliniques et un réseau de plus de 40 distributeurs dans 40 pays.

### **Tendances et perspectives commerciales**

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation; il englobe l'exploitation, la maintenance et la fourniture de tous les types de technologies de simulation et sa valeur est supérieure à 850 millions \$. Une tranche d'environ 150 millions \$ représente le marché des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance à deux chiffres au cours des prochaines années en raison du besoin d'assurer la sécurité des patients et d'améliorer l'efficacité et l'efficacite de la formation en soins de santé avec l'aide de la technologie de simulation. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

La simulation médicale permet aux étudiants et aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 793 000 médecins et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

#### *Utilisation de simulateurs de patients*

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. Les simulateurs de patients ont été conçus et développés pour un éventail d'applications en matière d'éducation et de formation des praticiens. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales tout en améliorant les soins fournis aux patients grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

La simulation de patients offre aussi aux praticiens la possibilité de s'exercer à soigner des problèmes aigus comme l'obstruction des voies aériennes, les arrêts cardiaques, les hémorragies, les états de choc et diverses autres situations d'urgence courantes. Grâce aux simulateurs, les intervenants peuvent acquérir une expérience de chaque situation clinique en évaluant les symptômes, en posant les gestes appropriés et en gérant la réaction du simulateur aux divers traitements.

#### *Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique*

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique (diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes), on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie l'application par excellence pour la simulation dans le secteur des soins de santé.

**Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé**

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients aux options technologiques de remplacement en chirurgie et aux autres procédures médicales a aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies de l'information et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les praticiens l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient correctement formés, l'appareil d'échographie portable peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

**Augmentation du coût des soins de santé**

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et de traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation. Les experts ont démontré que l'utilisation de la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les taux d'erreur, ce qui aide à atténuer le taux d'augmentation dans le coût global des soins de la santé.

**Pénurie de fournisseurs de services**

On s'attend à des pénuries de médecins dans les secteurs des soins de première ligne, de la médecine familiale et de la médecine spécialisée. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation. Le vieillissement de la population intensifie la demande en soins de santé, tandis que le vieillissement des travailleurs de la santé augmente le risque lié au roulement de personnel dans les hôpitaux. D'ici 2014, selon le ministère américain de la Santé et des Services sociaux, le pays aura besoin de nouveaux infirmiers à hauteur de 1,2 million pour répondre à la demande; de 500 000 pour remplacer ceux qui quittent la profession et de 700 000 pour satisfaire à la demande croissante de services infirmiers. L'Organisation mondiale de la Santé a également indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

**Marché des mines**

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, aux États-Unis, en Inde, au Kazakhstan, au Pérou et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires en fournissant des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent plus de 100 géologues et ingénieurs expérimentés, répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, des études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra, développés et lancés durant l'exercice 2012, mettent à profit notre expérience en matière de simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

**Tendances et perspectives commerciales**

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Pénurie de compétences;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la demande forte et soutenue pour les matières premières;
- Gestion et contrôle de l'exploitation.

*Pénurie de compétences*

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut d'une hausse importante du nombre de travailleurs expérimentés ou de la mise en œuvre de nouvelles technologies permettant d'intensifier la production avec moins de travailleurs, la croissance de l'approvisionnement sera entravée. Selon BHP Billiton, en Australie seulement, le secteur des ressources nécessitera plus de 150 000 travailleurs supplémentaires dans diverses disciplines au cours des cinq prochaines années. La pénurie de compétences fera probablement stimuler la demande de formation supplémentaire.

*Priorité accordée aux questions de santé et sécurité*

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

*Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation*

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés dans certaines régions du monde a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue d'outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité.

*Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction*

Les teneurs moyennes sont en baisse alors que la consommation d'énergie est en hausse, entraînant un changement important du prix de base du secteur. Les grandes sociétés minières doivent disposer d'une expertise multidisciplinaire pour surmonter les défis complexes auxquels est confronté le secteur. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

*Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la demande forte et soutenue pour les matières premières*

Les prix des matières premières sont déterminés par l'offre et la demande. Même si les prix ont baissé après avoir atteint des sommets, ils demeurent à des niveaux historiquement élevés et la demande reste forte. L'accroissement de la consommation et de l'urbanisation dans les marchés émergents alimente l'augmentation de la demande pour les matières premières, alors que la conjoncture économique aux États-Unis et en Europe freine la croissance des marchés parvenus à maturité.

Les 40 plus grandes sociétés minières au monde ont annoncé de concert d'importants investissements. Les investissements sont de plus en plus axés sur les gisements situés dans des régions éloignées, ou sur ceux dont l'exploitation est plus exigeante. La plus grande part de l'activité d'exploration est effectuée par de jeunes sociétés minières qui investissent dans des programmes de forage afin de déterminer l'importance des ressources minérales et des réserves de minerai.

*Gestion et contrôle de l'exploitation*

En raison de l'étendue et de la complexité croissantes de l'exploitation, les sociétés minières sont à la recherche de solutions de surveillance en temps réel, de coordination, de prise de décisions et de contrôle à distance d'actifs fixes et mobiles. Nous collaborons dans des marchés du monde entier et fournissons aux exploitants miniers la possibilité d'intégrer nos systèmes miniers largement utilisés à d'autres technologies de gestion opérationnelle. Par exemple, en septembre 2012, nous avons mis en place un partenariat stratégique avec une importante société brésilienne du secteur de la technologie de gestion de l'exploitation, Devex, laquelle nous accorde les droits exclusifs portant sur la distribution des solutions minières de Devex dans certains pays.

## 4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2012	30 juin 2012	Diminution	31 mars 2012	Diminution
Dollar américain (\$ US ou USD)	<b>0,98</b>	1,02	(4 %)	1,00	(2 %)
Euro (€)	<b>1,26</b>	1,29	(2 %)	1,33	(5 %)
Livre sterling (£ ou GBP)	<b>1,59</b>	1,60	(1 %)	1,60	(1 %)



Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2012	30 juin 2012	Diminution	30 septembre 2011	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US ou USD)	1,00	1,01	(1 %)	0,98	2 %
Euro (€)	1,25	1,30	(4 %)	1,38	(9 %)
Livre sterling (£ ou GBP)	1,57	1,60	(2 %)	1,58	(1 %)

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une diminution de 9,4 millions \$ des produits des activités ordinaires du trimestre par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012, mais n'a eu aucune incidence sur le résultat net. Pour le premier semestre de l'exercice 2013, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une diminution de 8,7 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 1,7 million \$ du résultat net par rapport au premier semestre de l'exercice 2012. Pour le trimestre, nous avons comptabilisé un profit net au titre des différences de conversion de 8,3 millions \$ par suite de la conversion de certaines opérations liées aux emprunts au titre d'OAA et d'une restructuration de la structure d'emprunts de la Société car elles ont été inclus dans notre processus de gestion des risques financiers et de comptabilité de couverture.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau de centres de formation**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présentée dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde, Singapour et Royaume-Uni)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipements qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

## 5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

### **Capital utilisé**

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

### **Carnet de commandes**

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

### **Commandes non financées**

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

### **Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)**

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

### **Dette nette**

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

### **Dette nette ajustée**

La dette nette ajustée est une mesure hors PCGR par laquelle nous contrôlons le niveau de notre dette nette sans tenir compte des obligations supplémentaires au titre des contrats de location-financement. Nous surveillons cet indicateur et nous croyons que les lecteurs de notre rapport de gestion l'utilisent pour évaluer notre rendement avec les sociétés semblables. Pour la calculer, nous soustrayons du total de notre dette à long terme, y compris la partie courante de la dette à long terme, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les obligations au titre des contrats de location-financement.

### **Flux de trésorerie disponibles**

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

### **Fonds de roulement hors trésorerie**

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

**Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

**Marge brute**

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes de même que les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

**Nombre équivalent de simulateurs actifs**

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des produits des activités ordinaires.

**Rendement du capital utilisé**

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

**Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

**Résultat opérationnel sectoriel**

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel abstraction faite du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, des activités abandonnées et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

## 6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 6.1 Résultat opérationnel – deuxième trimestre de l'exercice 2013

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	<b>T2-2013</b>	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
Produits des activités ordinaires	\$ <b>514,4</b>	480,1	506,7	453,1	433,5
Coût des ventes	\$ <b>370,4</b>	321,0	336,6	300,2	296,0
Marge brute <sup>2</sup>	\$ <b>144,0</b>	159,1	170,1	152,9	137,5
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	% <b>28,0</b>	33,1	33,6	33,7	31,7
Frais de recherche et de développement <sup>2</sup>	\$ <b>14,5</b>	14,0	15,2	16,5	15,9
Frais de vente, généraux et d'administration	\$ <b>67,3</b>	68,4	71,8	62,5	59,8
Autres profits – montant net	\$ <b>(14,5)</b>	(0,1)	(5,6)	(3,6)	(2,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	\$ <b>9,8</b>	32,0	-	-	-
Résultat opérationnel <sup>2</sup>	\$ <b>66,9</b>	44,8	88,7	77,5	63,9
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	% <b>13,0</b>	9,3	17,5	17,1	14,7
Produits financiers	\$ <b>(1,6)</b>	(1,5)	(1,5)	(1,6)	(2,3)
Charges financières	\$ <b>19,2</b>	18,4	18,1	17,8	17,2
Charges financières – montant net	\$ <b>17,6</b>	16,9	16,6	16,2	14,9
Résultat avant impôts sur le résultat	\$ <b>49,3</b>	27,9	72,1	61,3	49,0
Charge d'impôt sur le résultat	\$ <b>12,5</b>	6,2	18,4	15,2	10,3
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	% <b>25</b>	22	26	25	21
Résultat net	\$ <b>36,8</b>	21,7	53,7	46,1	38,7
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ <b>36,5</b>	21,3	53,2	45,6	38,4
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ <b>0,3</b>	0,4	0,5	0,5	0,3
	\$ <b>36,8</b>	21,7	53,7	46,1	38,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	\$ <b>0,14</b>	0,08	0,21	0,18	0,15

#### Produits des activités ordinaires en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent et de 19 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 34,3 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette progression est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 18,6 millions \$, soit 23 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées et de la hausse des produits des activités ordinaires comptabilisés au titre des ventes de simulateurs déjà construits pour lesquels nous avons signé des contrats de vente ce trimestre;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 18,2 millions \$, soit 11 %, principalement en raison de l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA, acquise au trimestre précédent. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'incidence défavorable qu'a eue la baisse saisonnière de la demande dans la majorité de nos marchés, particulièrement en Europe, de même que par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 2,2 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé par suite du lancement de nouveaux produits et de la hausse des ventes aux forces militaires et aux gouvernements, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M sont demeurés stables, affichant une baisse de 0,1 million \$. L'augmentation des produits des activités ordinaires du programme ATS du KC-135 aux États-Unis a été contrebalancée par la baisse des produits des activités ordinaires de certains programmes de formation et l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 4,6 millions \$, soit 3 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires de certains programmes nord-américains et l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires des programmes australiens.

<sup>2</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 80,9 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012. Cette progression est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 70,0 millions \$, soit 59 %, principalement en raison de l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA et de la hausse des produits des activités ordinaires en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 8,0 millions \$, soit 39 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de Medical Education Technologies, Inc. (METI), acquise en août 2011;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 6,3 millions \$, soit 7 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés ce trimestre au titre des ventes de simulateurs déjà construits;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 1,8 million \$, soit 3 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires du programme ATS du KC-135 aux États-Unis, de l'activité accrue liée aux programmes de formation et de la hausse des produits des activités ordinaires des programmes australiens et d'un programme de soutien en service canadien. L'augmentation a été contrebalancée par la baisse de nos activités IES et par l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements européens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 5,2 millions \$, soit 4 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires des programmes européens et de l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei au début de l'exercice 2012, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires des programmes australiens.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 994,5 millions \$ depuis le début de l'exercice, ce qui représente une hausse de 133,1 millions \$, soit 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 116,9 millions \$, soit 48 %, principalement en raison de l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA et de la hausse des produits des activités ordinaires dans toutes les régions. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 22,7 millions \$, soit 72 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de METI;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C sont demeurés stables, affichant une augmentation de 0,5 million \$. Les niveaux de production accrus découlant d'une augmentation des commandes enregistrées ont été contrebalancés par la baisse des produits des activités ordinaires au titre des ventes de simulateurs déjà construits;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M sont demeurés stables, affichant une diminution de 2,0 millions \$. La diminution découlant de la baisse de nos activités IES, de l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements européens et du recul des produits des activités ordinaires au titre des programmes européens a été contrebalancée par l'activité accrue liée aux programmes de formation, par la hausse des produits des activités ordinaires du programme ATS du KC-135 aux États-Unis et par l'augmentation des produits des activités ordinaires des programmes australiens et nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M sont demeurés stables, affichant une diminution de 5,0 millions \$. La baisse des produits des activités ordinaires des programmes européens et l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei au début de l'exercice 2012 ont été contrebalancés par l'augmentation des produits des activités ordinaires de certains programmes nord-américains et australiens.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

### **Résultat opérationnel en hausse de 22,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 3,0 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel s'est établi à 66,9 millions \$ ce trimestre, soit 13,0 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 44,8 millions \$, soit 9,3 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 63,9 millions \$, soit 14,7 % des produits des activités ordinaires, au deuxième trimestre de l'exercice 2012. Compte non tenu des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 9,8 millions \$ comptabilisés ce trimestre et de 32,0 millions \$ comptabilisés au trimestre précédent, le résultat opérationnel se serait établi à 76,7 millions \$ et à 76,8 millions \$, respectivement. Au deuxième trimestre de l'exercice précédent, des charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI ont été comptabilisées et prises en compte dans le résultat opérationnel sectoriel du secteur nouveaux marchés principaux.

Le résultat opérationnel sectoriel<sup>3</sup> est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, affichant une baisse de 0,1 million \$. Les baisses du résultat opérationnel de 6,0 millions \$ pour le secteur FS/C et de 1,5 million \$ pour le secteur FS/M ont été contrebalancées par les hausses de 4,5 millions \$, de 1,5 million \$ et de 1,4 million \$ pour les secteurs PS/C, NMP et PS/M, respectivement.

Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 12,8 millions \$, soit 20 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012. Les hausses du résultat opérationnel de 10,8 millions \$ pour le secteur NMP et de 4,2 millions \$ pour le secteur PS/C ont été contrebalancées en partie par les baisses de 1,9 million \$ et de 0,3 million \$ pour les secteurs FS/M et FS/C, respectivement.

<sup>3</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Au premier semestre de l'exercice 2013, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 153,5 millions \$, en hausse de 17,6 millions \$, soit 13 %, par rapport au résultat opérationnel sectoriel de la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel de 14,1 millions \$, de 8,9 millions \$ et de 0,7 million \$ pour les secteurs NMP, PS/C et PS/M, respectivement, ont été contrebalancées en partie par les baisses de 3,6 millions \$ pour le secteur FS/M et de 2,5 millions \$ pour le secteur FS/C.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition* et *Résultats par secteur*.

**Montant net des charges financières en hausse de 0,7 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 2,7 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au trimestre précédent, laquelle s'explique essentiellement par l'émission et l'utilisation accrue des facilités de crédit de même que par la hausse des obligations au titre des contrats de location-financement reprises lors de l'acquisition d'OAA.

Le montant net des charges financières a augmenté par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012, essentiellement en raison de l'émission et de l'utilisation accrue des facilités de crédit au titre de l'acquisition d'OAA.

Pour le premier semestre de l'exercice 2013, le montant net des charges financières s'est établi à 34,5 millions \$, ce qui représente une augmentation de 4,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique essentiellement par l'émission au trimestre précédent et l'utilisation accrue des facilités de crédit au titre de l'acquisition d'OAA et par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant du placement privé de billets de premier rang émis en août 2011 pour financer l'acquisition de METI, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la baisse des obligations relatives aux redevances.

**Taux d'impôt effectif de 25 % ce trimestre**

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 12,5 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 25 %, comparativement à 22 % au trimestre précédent et à 21 % au deuxième trimestre de l'exercice 2012. Pour le premier semestre de l'exercice 2013, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 18,7 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 24 %, comparativement à 23 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation du taux d'impôt ce trimestre par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Le taux d'impôt du deuxième trimestre de l'exercice 2012 a été inférieur à celui du trimestre écoulé, ce qui est attribuable à la comptabilisation des actifs d'impôts découlant des pertes opérationnelles nettes aux États-Unis au titre de l'acquisition de METI en août 2011.

## 6.2 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

Le 23 mai 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration qui visaient à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à des changements dans les marchés de la défense que nous desservons. Par suite de ces mesures, notre main-d'œuvre actuelle a été réduite d'environ 300 employés à l'échelle mondiale. Des coûts de restructuration de 26,3 millions \$, qui se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés, dont les obligations connexes au titre des avantages du personnel, ont été pris en compte dans le résultat net du premier semestre de l'exercice 2013.

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions d'OAA, un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement des membres d'équipage. À ce jour, des coûts de 15,5 millions \$ au titre des activités de restructuration, d'intégration et d'acquisition ont été pris en compte dans le résultat net du premier semestre de l'exercice 2013. Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés, dont les obligations connexes au titre des avantages du personnel. Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans nos activités courantes. Il s'agit principalement des dépenses concernant le redéploiement des simulateurs, la normalisation au titre de la réglementation et des procédés, l'intégration des systèmes et d'autres activités. Les coûts d'acquisition représentent les coûts directement liés à l'acquisition d'OAA, à savoir les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

De plus amples renseignements sur les Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition sont fournis à la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

### 6.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 909,1 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. Des nouvelles commandes de 589,9 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour ce trimestre, partiellement neutralisées par des produits de 514,4 millions \$ tirés du carnet de commandes.

#### Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2012	Semestre clos le 30 septembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 3 894,5	\$ 3 724,2
+ commandes	589,9	996,7
- produits des activités ordinaires	(514,4)	(994,5)
+/- ajustements	(60,9)	182,7
<b>Carnet de commandes en fin de période</b>	<b>\$ 3 909,1</b>	<b>\$ 3 909,1</b>

Les ajustements apportés au deuxième trimestre de l'exercice 2013 s'expliquent en grande partie par l'incidence défavorable du change et par la modification du contrat d'un client qui a décidé de se procurer de l'équipement au lieu de services.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,15. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,08.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

## 7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

**PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT****Résultat opérationnel sectoriel**

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>T2-2013</b>	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ <b>27,3</b>	33,3	30,3	28,8	27,6
	% <b>14,4</b>	19,5	22,9	23,4	23,2
Produits de simulation – Civil	\$ <b>18,9</b>	14,4	14,0	13,2	14,7
	% <b>19,1</b>	17,9	16,8	16,4	15,9
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ <b>20,9</b>	19,5	34,6	26,9	20,9
	% <b>16,0</b>	14,4	17,7	17,7	15,4
Formation et services associés – Militaire	\$ <b>7,4</b>	8,9	11,0	10,0	9,3
	% <b>11,0</b>	13,2	15,4	14,3	14,2
Nouveaux marchés principaux	\$ <b>2,2</b>	0,7	(1,2)	(1,4)	(8,6)
	% <b>7,8</b>	2,7	-	-	-
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	\$ <b>76,7</b>	76,8	88,7	77,5	63,9
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	\$ <b>(9,8)</b>	(32,0)	-	-	-
Résultat opérationnel	\$ <b>66,9</b>	44,8	88,7	77,5	63,9

**Capital utilisé<sup>4</sup>**

<i>(en millions)</i>	<b>T2-2013</b>	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ <b>1 517,7</b>	1 535,3	1 173,0	1 150,8	1 149,7
Produits de simulation – Civil	\$ <b>73,2</b>	53,7	39,1	65,4	62,9
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ <b>358,1</b>	336,6	270,4	266,7	262,5
Formation et services associés – Militaire	\$ <b>186,1</b>	197,1	181,2	199,0	190,7
Nouveaux marchés principaux	\$ <b>177,6</b>	181,9	179,3	174,5	181,9
	\$ <b>2 312,7</b>	2 304,6	1 843,0	1 856,4	1 847,7

**7.1 Secteurs civils****EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013**

- Nous avons inauguré avec LAN Perú un centre de formation pour les pilotes et les agents de bord à Lima (Pérou). Le nouvel établissement offre actuellement de la formation sur un simulateur de vol CAE Airbus A320 et offrira de la formation sur un simulateur Boeing 767 au cours du prochain exercice;
- Nous avons inauguré un programme de formation des pilotes et techniciens de maintenance sur l'appareil Hawker Beechcraft King Air 350 doté de l'avionique Pro Line 21 à Melbourne (Australie);
- Dans le cadre de la coentreprise Embraer-CAE Training Services (ECTS), nous avons lancé la formation des pilotes et des techniciens de maintenance sur les appareils Phenom à São Paulo (Brésil). Il s'agit du troisième emplacement de formation ECTS, après Dallas (États-Unis) et Burgess Hill (Royaume-Uni), et du quatrième FFS Phenom en service.

**RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS**

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>T2-2013</b>	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
Produits des activités ordinaires	\$ <b>288,0</b>	251,2	215,4	203,7	211,7
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>46,2</b>	47,7	44,3	42,0	42,3
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>16,0</b>	19,0	20,6	20,6	20,0
Carnet de commandes	\$ <b>1 746,1</b>	1 761,9	1 535,0	1 469,3	1 466,0

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,05 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,1.

<sup>4</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).



**FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL**

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 179,3 millions \$, notamment :

- Une prorogation du contrat à long terme avec easyJet pour des services de formation des pilotes, et la désignation à titre de fournisseur privilégié de services de formation;
- Un contrat pluriannuel exclusif avec un client dont l'identité demeure confidentielle pour la formation des pilotes sur A340;
- Un renouvellement du contrat sur plusieurs années avec Metrojet Limited de Hong Kong (Chine) pour la formation sur divers avions Gulfstream et Bombardier;
- Un contrat avec le Aircraft Operations Center de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), ministère du Commerce des États-Unis, pour la formation des pilotes sur Gulfstream;
- Un renouvellement du contrat pluriannuel avec Corporate Eagle Management Services de Waterford (États-Unis) pour la formation des pilotes et du personnel de maintenance.

**Résultats financiers**

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NESAs et les FFS déployés)

	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 189,1	170,9	132,3	123,0	119,1
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 27,3	33,3	30,3	28,8	27,6
Marges opérationnelles	% 14,4	19,5	22,9	23,4	23,2
Dotation aux amortissements	\$ 25,9	23,7	20,7	21,0	20,0
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 39,2	39,7	37,2	37,6	39,0
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 2,6	2,5	2,8	2,3	2,4
Capital utilisé	\$ 1 517,7	1 535,3	1 173,0	1 150,8	1 149,7
Carnet de commandes	\$ 1 360,9	1 400,0	1 183,4	1 102,8	1 125,4
Unités NESAs <sup>5</sup>	187	164	142	140	139
FFS déployés	218	216	171	170	165

**Produits des activités ordinaires en hausse de 11 % par rapport au trimestre précédent et de 59 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA, acquise au trimestre précédent. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'incidence défavorable qu'a eue la baisse saisonnière de la demande dans la majorité de nos marchés, particulièrement en Europe, de même que par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA et par la hausse des produits des activités ordinaires en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 360,0 millions \$ depuis le début de l'exercice, ce qui représente une augmentation de 116,9 millions \$, soit 48 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA et de la hausse des produits des activités ordinaires dans toutes les régions. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien.

**Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 18 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 27,3 millions \$ (14,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 33,3 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 27,6 millions \$ (23,2 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2012.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 6,0 millions \$, soit 18 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution est attribuable essentiellement à la baisse saisonnière de la demande dont il est fait mention ci-dessus. La baisse a été contrebalancée en partie par l'incidence défavorable du change et l'intégration d'OAA dans nos résultats.

Le résultat opérationnel sectoriel est demeuré stable par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012. La hausse découlant de l'intégration d'OAA dans nos résultats et de l'augmentation du résultat opérationnel sectoriel en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents a été contrebalancée par les profits tirés des initiatives d'expansion stratégique comptabilisés au cours de l'exercice précédent et par la baisse du résultat opérationnel sectoriel en Europe.

<sup>5</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le résultat opérationnel sectoriel s'établit à 60,6 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) depuis le début de l'exercice, en baisse de 2,5 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique essentiellement par les profits tirés des initiatives d'expansion stratégique comptabilisés au cours de l'exercice précédent et par la baisse du résultat opérationnel sectoriel en Europe. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse du résultat opérationnel sectoriel en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents, ainsi que par l'intégration d'OAA dans nos résultats.

#### Dépenses en immobilisations corporelles de 39,2 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 7,7 millions \$ ce trimestre et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 31,5 millions \$. Comme les tendances commerciales et les perspectives du secteur de l'aviation civile indiquent une croissance mondiale continue, nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation, là où il y a de la demande.

#### Capital utilisé en baisse de 17,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution du capital utilisé est principalement attribuable à une diminution des immobilisations corporelles découlant en grande partie des fluctuations des taux de change, contrebalancée en partie par les investissements dans notre réseau de centres de formation.

#### Carnet de commandes de 1 360,9 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2012	Semestre clos le 30 septembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 1 400,0	\$ 1 183,4
+ commandes	179,3	311,7
- produits des activités ordinaires	(189,1)	(360,0)
+/- ajustements	(29,3)	225,8
Carnet de commandes en fin de période	<b>\$ 1 360,9</b>	<b>\$ 1 360,9</b>

Les ajustements apportés au deuxième trimestre de l'exercice 2013, s'expliquent en grande partie par l'incidence défavorable du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,95. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,05.

#### PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 12 FFS suivants :

- Trois FFS, un Airbus A320, un Airbus A330 et un Boeing 737, à Air China;
- Trois FFS, un Airbus A320, un Boeing 737NG et un Bombardier CRJ 1000, à PT Garuda Indonesia (Persero) Tbk;
- Trois FFS, un Airbus A330, un Boeing 737 et un Boeing 777, à ZhuHai Flight Training Centre (ZFTC), une coentreprise entre China Southern Airlines et CAE établie à ZhuHai (Chine);
- Un FFS Boeing 737-800 à Alaska Airlines;
- Un FFS Airbus A320 au Centre d'excellence aéronautique asiatique à Kuala Lumpur (Malaisie), une coentreprise entre AirAsia et CAE;
- Un simulateur d'essais faisant partie d'un outil CAE Augmented Engineering Environment<sup>MC</sup> (AEE) pour le programme des avions Global 7000/8000 de Bombardier Aéronautique.

Le secteur PS/C a obtenu des commandes portant sur la fourniture de 19 FFS au premier semestre de l'exercice.

#### Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 98,9	80,3	83,1	80,7	92,6
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 18,9	14,4	14,0	13,2	14,7
Marges opérationnelles	% 19,1	17,9	16,8	16,4	15,9
Dotations aux amortissements	\$ 1,9	1,5	2,1	1,7	1,8
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 0,8	2,7	2,3	1,3	1,1
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 4,6	5,0	5,2	4,5	5,7
Capital utilisé	\$ 73,2	53,7	39,1	65,4	62,9
Carnet de commandes	\$ 385,2	361,9	351,6	366,5	340,6

**Produits des activités ordinaires en hausse de 23 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées et par la hausse des produits des activités ordinaires comptabilisés au titre des ventes de simulateurs déjà construits pour lesquels nous avons signé des contrats de vente ce trimestre.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés ce trimestre au titre des ventes de simulateurs déjà construits.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 179,2 millions \$ depuis le début de l'exercice et sont demeurés stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les niveaux de production accrus découlant d'une augmentation des commandes enregistrées ont été contrebalancés par la baisse des produits des activités ordinaires au titre des ventes de simulateurs déjà construits.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 31 % par rapport au trimestre précédent et de 29 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 18,9 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 14,4 millions \$ (17,9 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 14,7 millions \$ (15,9 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable essentiellement à la hausse des volumes, à l'incidence favorable du change et à la baisse des frais de vente, généraux et d'administration, compensées en partie par la diminution des marges liées aux projets qui découle de la composition moins favorable des programmes.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par l'incidence favorable du change, les taux de couverture favorables, la hausse des volumes et l'amélioration des marges liées aux projets, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des dépenses au titre des programmes de R-D, déduction faite de l'aide gouvernementale.

Le résultat opérationnel sectoriel s'établit à 33,3 millions \$ (18,6 % des produits des activités ordinaires) depuis le début de l'exercice, ce qui représente une hausse de 8,9 millions \$, soit 36 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'amélioration des marges liées aux projets, l'incidence favorable du change et les taux de couverture favorables, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des dépenses au titre des programmes de R-D, déduction faite de l'aide gouvernementale.

**Capital utilisé en hausse de 19,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la baisse des passifs au titre des contrats en cours ainsi que des comptes créditeurs et charges à payer et de l'accroissement des actifs au titre des contrats en cours et des stocks.

**Carnet de commandes en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2012	Semestre clos le 30 septembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 361,9	\$ 351,6
+ commandes	123,4	226,2
- produits des activités ordinaires	(98,9)	(179,2)
+/- ajustements	(1,2)	(13,4)
Carnet de commandes en fin de période	\$ 385,2	\$ 385,2

Les ajustements apportés au deuxième trimestre de l'exercice 2013, s'expliquent en grande partie par l'incidence défavorable du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,25. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,19.

## 7.2 Secteurs militaires

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

- Le ministère de la Défense nationale du Canada a inauguré officiellement le nouveau Centre d'instruction de la mobilité aérienne à la base des Forces canadiennes de Trenton, où nous avons livré une gamme complète de dispositifs de formation CC-130J et où nous fournirons à partir de maintenant du soutien en service pendant 20 ans;
- Nous avons obtenu un contrat aux termes du programme d'enquêtes techniques et d'études d'ingénierie du simulateur du gouvernement du Canada. De concert avec l'Université Carleton, nous assurerons les services de soutien liés aux expérimentations, aux répétitions de mission, aux exercices et à la formation relative à la maintenance pour les militaires des Forces canadiennes.

### RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 198,1	202,8	267,1	222,3	201,5
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 28,3	28,4	45,6	36,9	30,2
Marges opérationnelles	% 14,3	14,0	17,1	16,6	15,0
Carnet de commandes	\$ 2 163,0	2 132,6	2 189,2	2 045,6	2 182,2

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,31 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,07.

Les commandes non financées<sup>6</sup> des secteurs militaires combinés s'établissaient à 225,4 millions \$ au 30 septembre 2012.

### PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 98,2 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de la U.S. Navy aux termes du programme de vente de matériel militaire à l'étranger pour la conception et la construction d'un simulateur de missions C-130J pour la Force aérienne du Koweït;
- Une commande du ministère de la Défense du Royaume-Uni pour la mise à niveau du système visuel et des mises à niveau additionnelles sur deux simulateurs de missions C-130J construits par CAE pour la Royal Air Force;
- Une commande d'Airbus Military pour la conception et la construction d'un simulateur de missions C295 pour la Royal Air Force d'Oman;
- Une commande du ministère de la Défense du Royaume-Uni pour la mise à niveau du système visuel sur le simulateur de missions Lynx Mk8 de la Royal Navy;
- Un contrat de l'U.S. Air Force pour la mise à niveau des entraîneurs au vol opérationnel KC-135.

### Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 130,8	135,4	195,6	152,4	136,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 20,9	19,5	34,6	26,9	20,9
Marges opérationnelles	% 16,0	14,4	17,7	17,7	15,4
Dotation aux amortissements	\$ 4,1	3,1	3,3	3,1	2,9
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 1,6	1,9	2,4	2,6	3,0
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 6,9	6,0	5,8	5,4	4,3
Capital utilisé	\$ 358,1	336,6	270,4	266,7	262,5
Carnet de commandes	\$ 723,1	755,6	786,0	812,7	907,4

### Produits des activités ordinaires en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 4 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires de certains programmes nord-américains et l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires des programmes australiens.

La baisse des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires des programmes européens et l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei au début de l'exercice 2012, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires des programmes australiens.

<sup>6</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 266,2 millions \$ pour le premier semestre sont demeurés stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits des activités ordinaires des programmes européens et l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei au début de l'exercice 2012 ont été contrebalancés par l'augmentation des produits des activités ordinaires de certains programmes nord-américains et australiens.

#### **Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 20,9 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 19,5 millions \$ (14,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 20,9 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la reprise d'un passif éventuel découlant d'un regroupement d'entreprises, les conditions qui auraient donné lieu au paiement de ce montant n'ayant pas été réunies au cours de la période prévue au contrat, et par l'incidence favorable du change. La hausse a été contrebalancée en partie par le recul des marges opérationnelles des programmes européens. Nous sommes en voie d'ajuster la taille de nos activités européennes à la lumière de la demande actuelle et prévue ainsi que de notre modèle d'exploitation mondiale. .

Le résultat opérationnel sectoriel est demeuré stable par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012. La hausse liée à la reprise d'un passif éventuel découlant d'un regroupement d'entreprises dont il est question ci-dessus et à l'incidence favorable du change a été contrebalancée par la baisse du volume et des marges opérationnelles des programmes européens et par le recul des marges opérationnelles de certains programmes nord-américains.

Le résultat opérationnel sectoriel s'établit à 40,4 millions \$ (15,2 % des produits des activités ordinaires) depuis le début de l'exercice, ce qui représente une hausse de 0,7 million \$, soit 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la reprise d'un passif éventuel découlant d'un regroupement d'entreprises dont il est question ci-dessus, la hausse du volume de certains programmes nord-américains et l'incidence favorable du change, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la baisse du volume et la diminution des marges opérationnelles des programmes européens.

#### **Capital utilisé en hausse de 21,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La hausse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, lequel s'explique en grande partie par la baisse des comptes créditeurs et charges à payer, du recul des passifs au titre des contrats en cours et de l'augmentation des comptes débiteurs.

#### **Carnet de commandes en baisse de 4 % par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2012	Semestre clos le 30 septembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 755,6	\$ 786,0
+ commandes	98,2	199,6
- produits des activités ordinaires	(130,8)	(266,2)
+ / - ajustements	0,1	3,7
Carnet de commandes en fin de période	\$ 723,1	\$ 723,1

Les ajustements apportés au deuxième trimestre de l'exercice 2013 s'expliquent en grande partie par l'incidence défavorable du change, contrebalancée par la modification du contrat d'un client qui a décidé de se procurer de l'équipement au lieu de services.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,75. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,73.

**FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE**

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 160,7 millions \$, notamment :

- Un contrat de 25 ans d'un client militaire en Asie pour des services d'entraînement sur hélicoptère et aéronef à voilure fixe;
- L'exercice d'une option par l'United States Air Force pour la troisième année de services de formation de l'équipage dans le cadre du programme ATS du KC-135;
- Un contrat de BAE Systems pour des services de maintenance et de soutien des dispositifs d'entraînement synthétique Hawk de l'Inde.

**Résultats financiers**

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

		T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
Produits des activités ordinaires	\$	<b>67,3</b>	67,4	71,5	69,9	65,5
Résultat opérationnel sectoriel	\$	<b>7,4</b>	8,9	11,0	10,0	9,3
Marges opérationnelles	%	<b>11,0</b>	13,2	15,4	14,3	14,2
Dotation aux amortissements	\$	<b>4,3</b>	4,5	5,2	5,0	4,0
Dépenses en immobilisations corporelles	\$	<b>1,6</b>	1,3	1,5	2,1	2,6
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$	<b>0,8</b>	0,8	1,1	0,1	0,3
Capital utilisé	\$	<b>186,1</b>	197,1	181,2	199,0	190,7
Carnet de commandes	\$	<b>1 439,9</b>	1 377,0	1 403,2	1 232,9	1 274,8

**Produits des activités ordinaires stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 3 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires du programme ATS du KC-135 aux États-Unis a été contrebalancée par la baisse des produits des activités ordinaires de certains programmes de formation et l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements à l'étranger.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires du programme ATS du KC-135 aux États-Unis, de l'activité accrue liée aux programmes de formation et de l'augmentation des produits des activités ordinaires des programmes australiens et d'un programme de soutien en service canadien. L'augmentation a été contrebalancée par la baisse de nos activités IES et par l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements européens.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 134,7 millions \$ pour le premier semestre et sont demeurés stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution découlant de la baisse de nos activités IES, de l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements européens et du recul des produits des activités ordinaires au titre des programmes européens a été contrebalancée par l'activité accrue liée aux programmes de formation, par la hausse des produits des activités ordinaires du programme ATS du KC-135 aux États-Unis et par l'augmentation des produits des activités ordinaires des programmes australiens et nord-américains.

**Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent et de 20 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 7,4 millions \$ (11,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 8,9 millions \$ (13,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 9,3 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2012.

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des marges opérationnelles d'un programme de soutien en service européen, et par la baisse des marges opérationnelles de certains programmes nord-américains et australiens. La baisse a été contrebalancée en partie par le volume accru au titre du programme ATS du KC-135 et par l'incidence favorable du change.

La diminution par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la baisse des marges opérationnelles d'un programme de soutien en service européen, par la baisse des marges opérationnelles, de certains programmes nord-américains et au recul du dividende reçu au titre d'un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni. Le recul a été contrebalancé en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires du programme ATS du KC-135 aux États-Unis et par l'incidence favorable du change.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 16,3 millions \$ (12,1 % des produits des activités ordinaires) au premier semestre, ce qui représente un recul de 3,6 millions \$, soit 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse découle essentiellement du recul du dividende reçu au titre d'un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni, la baisse de nos activités IES, la diminution du volume au titre d'un contrat de soutien en service européen et à la baisse des marges opérationnelles de certains programmes nord-américains. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation du volume des programmes australiens et des programmes de formation.

**Capital utilisé en baisse de 11,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et la baisse des immobilisations corporelles découlant des fluctuations de taux de change.

**Carnet de commandes en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2012	Semestre clos le 30 septembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 1 377,0	\$ 1 403,2
+ commandes	160,7	204,8
- produits des activités ordinaires	(67,3)	(134,7)
+ / - ajustements	(30,5)	(33,4)
<b>Carnet de commandes en fin de période</b>	<b>\$ 1 439,9</b>	<b>\$ 1 439,9</b>

Les ajustements apportés au deuxième trimestre de l'exercice 2013 s'expliquent en grande partie par l'incidence défavorable du change et la modification du contrat d'un client qui a décidé de se procurer de l'équipement au lieu de services.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 2,39. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,82.

**7.3 Nouveaux marchés principaux****EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013**

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

- Nous avons lancé le nouveau simulateur de patient victime de traumatismes CAE Caesar lors du symposium Military Health System Research à Fort Lauderdale (États-Unis);
- Nous avons lancé la nouvelle tablette électronique pour METIman à l'occasion du symposium annuel à l'intention des formateurs de la National Association of Emergency Medical Services (EMS) à Orlando (États-Unis);
- Nous avons procédé au pré-lancement du simulateur d'échographie VIMEDIX pour la santé des femmes lors du congrès mondial de l'International Society of Ultrasound in Obstetrics and Gynecology à Copenhague (Danemark). Le simulateur prépare les échographistes et les médecins à effectuer une échographie fœtale à 20 semaines.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

- Nous avons annoncé un partenariat stratégique avec Devex, une société spécialisée en technologie de gestion de l'exploitation minière. Le partenariat nous accorde les droits de distribution exclusifs de produits au Canada, en Inde et en Russie et prévoit une distribution conjointe dans d'autres marchés;
- Nous avons lancé un nouveau logiciel de modélisation géologique des dépôts stratigraphiques en vue de consolider notre gamme de produits liés au charbon et au minerai de fer;
- Nous avons ouvert des bureaux de soutien à la clientèle à Torreón et à Zacatecas (Mexique) afin de fournir des services améliorés à la clientèle croissante de la région.

**COMMANDES**

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de notre système de gestion des centres à 159 centres SimLearn de la Veterans Health Administration aux États-Unis;
- La vente de notre système de gestion des centres à 25 centres de simulation médicale de l'U.S. Air Force aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Japon et en Corée du Sud;
- La vente de six simulateurs de patient et d'un programme de didacticiels au North Georgia Technical College de Clarkesville (États-Unis);
- La vente de trois simulateurs de patient et d'un simulateur d'échographie au centre de formation internationale de Moscou (Russie);
- La vente d'un système de gestion des centres à l'Université Duke de Durham (États-Unis);
- La vente de deux simulateurs d'échographie et de deux simulateurs de patient à l'Université Laval de Québec (Canada).

Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de systèmes d'évaluation des ressources et de planification des mines à Vale S.A. (Brésil);
- La vente de systèmes d'évaluation des ressources, de conception des mines et d'ordonnancement à une société d'exploitation aurifère située en Australie;
- La vente de systèmes de modélisation des ressources et de conception de mines à ciel ouvert et souterraines à Volcan Compañía Minera S.A.A. (Pérou);
- La vente de systèmes de gestion des données géologiques et de modélisation des ressources à Compañía Minera Autlán S.A.B. de C.V. (Mexique);
- La vente de systèmes de planification des mines souterraines et de logiciels de cartographie géotechnique à un important producteur d'or sud-africain.

**Résultats financiers**

<i>(en millions)</i>	<b>T2-2013</b>	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
Produits des activités ordinaires	\$ <b>28,3</b>	26,1	24,2	27,1	20,3
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>2,2</b>	0,7	(1,2)	(1,4)	(8,6)
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>7,8</b>	2,7	-	-	-
Dotation aux amortissements	\$ <b>2,2</b>	2,4	2,2	2,4	1,6
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ <b>0,8</b>	0,9	1,0	0,5	1,0
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ <b>2,3</b>	2,6	2,7	(2,5)	2,9
Capital utilisé	\$ <b>177,6</b>	181,9	179,3	174,5	181,9

**Produits des activités ordinaires en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent et de 39 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé par suite du lancement de nouveaux produits et par la hausse des ventes aux forces militaires et aux gouvernements, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires de CAE Mines.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de METI, acquise en août 2011.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 54,4 millions \$ depuis le début de l'exercice, en hausse de 22,7 millions \$, soit 72 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé qui découle de l'intégration de METI.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel sectoriel se situe à 2,2 millions \$ (7,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 0,7 million \$ (2,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à une perte de 8,6 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé qui découle de l'amélioration de la gamme de produits, contrebalancée en partie par la baisse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Mines.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé et par l'inclusion, au deuxième trimestre de l'exercice 2012, de charges de 8,4 millions \$ comptabilisées au deuxième trimestre de l'exercice 2012 au titre de l'acquisition et de l'intégration de METI.

Le résultat opérationnel sectoriel s'établit à 2,9 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013, en hausse de 14,1 millions \$ ou de 126 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé et par l'inclusion de charges de 8,4 millions \$ comptabilisées au deuxième trimestre de l'exercice 2012 au titre de l'acquisition et de l'intégration de METI.

**Capital utilisé en baisse de 4,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La baisse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la diminution des immobilisations incorporelles découlant des variations de taux de change.



## 8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

### 8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

	Trimestres clos les			Semestres clos les	
	30 septembre	30 juin	30 septembre	2012	2011
(en millions)	2012	2011	2012	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	\$ 80,1	\$ 61,9	\$ 46,2	\$ 126,3	\$ 134,1
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(34,7)	67,3	(120,2)	(154,9)	(92,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	\$ 45,4	\$ 129,2	\$ (74,0)	\$ (28,6)	\$ 41,4
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance <sup>7</sup>	(10,6)	(10,9)	(12,2)	(22,8)	(21,8)
Autres actifs	(7,4)	(4,2)	(3,7)	(11,1)	(9,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	-	3,5	-	-	27,2
Dividendes versés	(9,7)	(8,3)	(8,2)	(17,9)	(17,0)
Flux de trésorerie disponibles <sup>7</sup>	\$ 17,7	\$ 109,3	\$ (98,1)	\$ (80,4)	\$ 20,8
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance <sup>7</sup>	(33,4)	(35,8)	(34,3)	(67,7)	(55,4)
Frais de développement inscrits à l'actif	(11,6)	(11,4)	(12,4)	(24,0)	(18,7)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,4	1,3	0,1	0,5	1,4
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	-	(126,1)	(264,4)	(264,4)	(126,1)
Coentreprise (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	-	(1,9)	-	-	(26,8)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4,2)	6,1	-	(4,2)	6,3
Diminution nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	\$ (31,1)	\$ (58,5)	\$ (409,1)	\$ (440,2)	\$ (198,5)

\* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

#### Flux de trésorerie disponibles positifs de 17,7 millions \$ ce trimestre

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement imputable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

La diminution par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2012 est surtout attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancées en partie par la hausse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

Les flux de trésorerie disponibles s'établissent à un montant négatif de 80,4 millions \$ depuis le début de l'exercice, en baisse de 101,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique en grande partie par les variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, par la diminution du produit à la cession d'immobilisations corporelles et par le recul des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

#### Dépenses d'investissement en immobilisations de 44,0 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 33,4 millions \$ ce trimestre et à 67,7 millions \$ au premier semestre de l'exercice. Nous cherchons toujours à élargir sélectivement notre réseau de formation là où il existe une demande pour obtenir une part de marché supplémentaire, et pour répondre aux demandes de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisées 10,6 millions \$ ce trimestre et 22,8 millions \$ au premier semestre de l'exercice.

#### Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis

Il n'y a eu aucun mouvement de trésorerie découlant de regroupements d'entreprises ce trimestre, comparativement à 264,4 millions \$ au trimestre précédent en raison de l'acquisition d'OAA et à 126,1 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2012 surtout attribuable à l'acquisition de METI.

<sup>7</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## 9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	<b>30 septembre 2012</b>	30 juin 2012	31 mars 2012
<b>Utilisation du capital</b>			
Actifs courants	\$ 1 214,5	\$ 1 252,1	\$ 1 148,1
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(229,4)	(259,3)	(287,3)
Passifs courants	(977,3)	(1 032,0)	(883,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	220,8	238,6	136,0
Fonds de roulement hors trésorerie <sup>8</sup>	\$ 228,6	\$ 199,4	\$ 113,4
Immobilisations corporelles, montant net	1 465,2	1 479,1	1 293,7
Autres actifs non courants	965,2	963,9	741,9
Autres passifs non courants	(636,9)	(602,5)	(572,5)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>\$ 2 022,1</b>	<b>\$ 2 039,9</b>	<b>\$ 1 576,5</b>
<b>Provenance du capital</b>			
Partie courante de la dette à long terme	\$ 220,8	\$ 238,6	\$ 136,0
Dette à long terme	1 003,4	1 009,6	685,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(229,4)	(259,3)	(287,3)
Dette nette <sup>8</sup>	\$ 994,8	\$ 988,9	\$ 534,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 005,5	1 029,4	1 021,9
Participations ne donnant pas le contrôle	21,8	21,6	20,3
<b>Provenance du capital</b>	<b>\$ 2 022,1</b>	<b>\$ 2 039,9</b>	<b>\$ 1 576,5</b>

#### Capital utilisé en baisse de 17,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution est principalement attribuable à la hausse des autres passifs non courants et à la baisse des immobilisations corporelles, contrebalancées en partie par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie.

Notre rendement du capital utilisé<sup>8</sup> (RCU) a été de 11,7 % pour le trimestre écoulé, comparativement à 14,9 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent, essentiellement en raison du capital accru utilisé provenant de l'acquisition d'OAA.

#### Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 29,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation découle essentiellement de la baisse des passifs au titre des contrats en cours ainsi que des comptes créditeurs et charges à payer de même que de la hausse des actifs financiers dérivés et des impôts sur le résultat à recouvrer, contrebalancée en partie par la diminution des comptes débiteurs.

#### Montant net des immobilisations corporelles en baisse de 13,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique en grande partie par des fluctuations au niveau des taux de change et de la dotation aux amortissements, contrebalancée en partie par les dépenses d'investissement en immobilisations.

#### Autres passifs non courants en hausse de 34,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des obligations au titre des avantages du personnel, lesquelles ont été ajustées pour tenir compte de la conjoncture du marché.

<sup>8</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

**Variation de la dette nette**

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2012	Semestre clos le 30 septembre 2012
Dette nette en début de période	\$ 988,9	\$ 534,3
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	31,1	440,2
Acquisitions d'entreprises et autres	(4,6)	35,6
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	(20,6)	(15,3)
Augmentation de la dette nette pour la période	\$ 5,9	\$ 460,5
Dette nette en fin de période	\$ 994,8	\$ 994,8

**Dette nette ajustée<sup>9</sup>**

<i>(en millions)</i>	30 septembre 2012	30 juin 2012	31 mars 2012
Partie courante de la dette à long terme	\$ 220,8	\$ 238,6	\$ 136,0
Dette à long terme	1 003,4	1 009,6	685,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(229,4)	(259,3)	(287,3)
Déduire : obligations au titre des contrats de location-financement	(169,0)	(179,7)	(142,9)
Dette nette ajustée	\$ 825,8	\$ 809,2	\$ 391,4

En mai 2012, nous avons conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans, sur laquelle nous avons utilisé 304,1 millions \$ pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit porte intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge. Les taux s'établissaient à 2,7 % et à 1,5 % respectivement le 30 septembre 2012.

Par le biais de l'acquisition d'OAA, nous avons pris en charge des contrats de location visant plusieurs simulateurs situés en Europe. Ces contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement, et les obligations au titre de ces contrats de location-financement s'élevaient à 30,6 millions \$ au 30 septembre 2012, les taux de location implicites variant d'environ 4,3 % à 10,0 %.

En juin 2012, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à reporter la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables. En juillet 2012, nous avons augmenté de 100,0 millions \$ nos emprunts aux termes de nos facilités de crédit à terme non garanties renouvelables et en avons utilisé le produit pour rembourser une tranche de 100,0 millions \$ sur la facilité de crédit non garantie de premier rang, qui avait été contractée pour financer l'acquisition d'OAA, comme il est expliqué ci-dessus.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui stipulent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 30 septembre 2012, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière, sauf en ce qui a trait à ce qui est indiqué ci-après. Au 30 septembre 2012, Hatsoff Helicopter Training Private Limited (Hatsoff), une coentreprise en Inde entre CAE et Hindustan Aeronautics Limited, ne respectait pas certains ratios relatifs à la dette et avait omis d'effectuer en partie un paiement d'intérêts sur sa dette d'un montant de 0,7 million \$ US. Au 30 septembre 2012, notre quote-part de l'encours de la dette s'établissait à 20,1 millions \$, ce montant ayant été classé dans le passif courant dans notre état consolidé de la situation financière. La dette de Hatsoff est sans possibilité de recours contre les deux coentrepreneurs. La direction de Hatsoff a entrepris des discussions avec l'institution financière afin de résoudre le manquement et la défaillance.

Nous avons aussi conclu un accord visant la vente de certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) pour un montant pouvant aller jusqu'à 150,0 millions \$. Au 30 septembre 2012, nous avons imputé à ce programme 56,8 millions \$ de comptes débiteurs et 25,1 millions \$ d'actifs au titre de contrats en cours.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

**Total des capitaux propres en baisse de 23,7 millions \$ pour le trimestre écoulé**

La diminution des capitaux propres découle en grande partie de l'incidence défavorable du change de 32,9 millions \$ et d'une perte actuarielle de 24,6 millions \$ au titre d'un régime à prestations définies en raison de modifications des hypothèses actuarielles dans le cours normal des activités, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par un résultat net de 36,8 millions \$.

<sup>9</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

*Informations sur les actions en circulation*

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2012, nous avons au total 259 043 848 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 462,5 millions \$.

Au 31 octobre 2012, nous avons un total de 259 154 371 actions ordinaires émises et en circulation.

## 10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

### Acquisitions au cours de l'exercice 2013

Au 30 septembre 2012, nous avons effectué une transaction de regroupements d'entreprises pour une contrepartie totale de 281,9 millions \$, exclusion faite d'un montant de 32,4 millions \$ au titre des passifs repris et des fonds en caisse.

Un montant de 6,0 millions \$ de coûts liés aux acquisitions est pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition inscrits au compte consolidé de résultat pour le semestre clos le 30 septembre 2012.

#### ***Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à R.L.***

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions de l'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à R.L. (OAA), un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement de membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, nous renforçons notre leadership et notre portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant notre nombre de centres de formation, en étendant notre réseau d'écoles de pilotage et en élargissant notre catalogue de solutions de formation aéronautique et de services de placement de membres d'équipage.

L'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets pris en charge dans le cadre de l'évaluation susmentionnée n'a pas changé depuis la période close le 30 juin 2012, et elle est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 70,2 millions \$ (y compris les noms de marque et les relations avec des clients), est provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces immobilisations ait été finalisée. Un goodwill provisoire de 131,0 millions \$ découlant de l'acquisition d'OAA est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Les synergies résultant du regroupement de nos activités et de celles d'OAA;
- L'élargissement de notre catalogue dans le domaine du service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance par l'intermédiaire de Parc Aviation;
- Une main-d'œuvre chevronnée composée d'experts en la matière.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 28,3 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrat s'élève à 29,7 millions \$, dont une tranche de 1,4 million \$ a fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 104,4 millions \$ et un résultat opérationnel de 5,2 millions \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre d'OAA depuis l'acquisition. Si OAA avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel d'OAA de 39,0 millions \$ et de 0,9 million \$ respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs de notre rendement futur.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge dans le cadre de l'acquisition se présentent comme suit :

<i>(en millions)</i>	<b>30 septembre 2012</b>
Actif courant <sup>1)</sup>	\$ 38,4
Passif courant	(76,5)
Immobilisations corporelles (principalement des FFS)	158,9
Immobilisations incorporelles	70,2
Goodwill <sup>2)</sup>	131,0
Impôts sur le résultat différés	(18,9)
Dette à long terme	(32,3)
Passifs non courants	(3,5)
<b>Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation de trésorerie à l'acquisition</b>	<b>\$ 267,3</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	14,6
<b>Contrepartie totale<sup>3)</sup></b>	<b>\$ 281,9</b>
Prix d'achat à payer	(2,6)
<b>Contrepartie totale, réglée en trésorerie</b>	<b>\$ 279,3</b>
Contrepartie supplémentaire liée à des acquisitions d'exercices antérieurs	(0,3)
<b>Sortie de trésorerie liée à l'acquisition</b>	<b>\$ 279,0</b>

1) Abstraction faite des fonds en caisse.

2) Ce goodwill n'est pas déductible aux fins fiscales.

3) La contrepartie totale de 281,9 millions \$ inclut un montant de 279,3 millions \$ payé aux anciens actionnaires d'OAA pour le remboursement de la dette.

Les variations du goodwill se présentent comme suit :

<i>(en millions)</i>	<b>Semestres clos les 30 septembre</b>	
	2012	2011
Valeur comptable nette à l'ouverture de la période	\$ 298,1	\$ 195,1
Acquisition de filiales	128,7	99,1
Différences de conversion	(6,5)	13,2
Valeur comptable nette à la clôture de la période	<b>\$ 420,3</b>	<b>\$ 307,4</b>

## 11. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

### Advanced Medical Technologies, LLC

Le 5 novembre 2012, nous avons acquis une participation de 100% dans Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom), pour une contrepartie totale de 20,0 millions \$. Blue Phantom est un leader mondial de la conception, du développement et de la vente de modèles synthétiques pour la formation par simulation à l'échographie. L'acquisition de Blue Phantom permet à CAE d'accroître ses activités en simulation médicale en ajoutant à son offre de produits la simulation de propriétés échographiques de tissu, et en améliorant ses simulateurs de patients de renommée mondiale, ainsi que sa gamme de simulateurs d'échographies. La direction estime qu'il n'est pas possible de divulguer des renseignements au sujet de la juste valeur des actifs net acquis étant donné que les conclusions de l'exercice d'évaluation ne sont pas encore disponibles.

Aucun produits des activités ordinaires ni aucun résultat opérationnel de Blue Phantom n'a été inclus dans notre compte de résultat consolidé au 30 septembre 2012.

### Restructuring

Nous avons annoncé des mesures de restructuration supplémentaires le 8 novembre 2012 pour rajuster la taille des activités en Europe, estimé à 15,0 millions \$.

## 12. MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES

Aucune méthode comptable n'a été modifiée au cours du trimestre écoulé.

## 13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2012, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et procèdent à une évaluation chaque trimestre. À la fin du deuxième trimestre, le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

Le 16 mai 2012, la Société a acquis OAA. Conformément au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures d'information de CAE ainsi que son contrôle interne à l'égard de l'information financière de manière à exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'OAA. OAA a recours à des systèmes et procédés informationnels et comptables distincts. La Société a commencé l'intégration des systèmes comptables, des contrôles internes, des politiques et des procédures d'OAA aux systèmes, contrôles internes, politiques et procédures de la Société. Le processus d'intégration devrait s'achever au cours de l'exercice 2013. L'apport d'OAA à nos états financiers consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 a été d'environ 13 % des produits des activités ordinaires consolidés et 5 % du résultat opérationnel sectoriel consolidé. Pour le premier semestre de l'exercice 2013, l'apport d'OAA à nos états financiers consolidés a été d'environ 10 % des produits des activités ordinaires consolidés et 3 % du résultat opérationnel sectoriel consolidé. En outre, au 30 septembre 2012, le total de l'actif et le total du passif d'OAA représentaient respectivement 12 % et 5 % du total de l'actif et du passif consolidé.

## 14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

<i>(non audité)</i> <i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Total à ce jour
<b>Exercice 2013</b>					
Produits des activités ordinaires	\$ 480,1	514,4	(1)	(1)	994,5
Résultat net	\$ 21,7	36,8	(1)	(1)	58,5
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 21,3	36,5	(1)	(1)	57,8
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	0,3	(1)	(1)	0,7
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,08	0,14	(1)	(1)	0,22
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,08	0,14	(1)	(1)	0,22
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	(1)	(1)	258,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	(1)	(1)	258,9
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,01	1,00	(1)	(1)	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	(1)	(1)	1,27
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	(1)	(1)	1,59
<b>Exercice 2012</b>					
Produits des activités ordinaires	\$ 427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2
Résultat net	\$ 43,5	38,7	46,1	53,7	182,0
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 43,1	38,4	45,6	53,2	180,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	0,3	0,5	0,5	1,7
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	0,18	0,21	0,70
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	0,18	0,21	0,70
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58
<b>Exercice 2011</b>					
Produits des activités ordinaires	\$ 366,4	388,0	410,8	465,6	1 630,8
Résultat net	\$ 36,6	39,4	38,9	46,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 37,2	39,1	38,5	45,5	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,15	0,15	0,15	0,18	0,62
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,14	0,15	0,15	0,18	0,62
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,03	1,04	1,01	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,31	1,34	1,38	1,35	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,53	1,61	1,60	1,58	1,58

(1) Donnée non disponible

## État consolidé de la situation financière

<i>(non audité)</i>		<b>30 septembre</b>	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	<b>2012</b>	2012
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		<b>229,4 \$</b>	287,3 \$
Comptes débiteurs	4	<b>363,1</b>	308,4
Contrats en cours : actifs		<b>270,6</b>	245,8
Stocks		<b>162,8</b>	153,1
Paiements d'avance		<b>53,5</b>	47,7
Impôts sur le résultat à recouvrer		<b>115,6</b>	95,5
Actifs financiers dérivés		<b>19,5</b>	10,3
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>1 214,5 \$</b>	1 148,1 \$
Immobilisations corporelles		<b>1 465,2</b>	1 293,7
Immobilisations incorporelles		<b>739,2</b>	533,2
Actifs d'impôt différé		<b>36,8</b>	24,1
Actifs financiers dérivés		<b>7,2</b>	7,2
Autres actifs		<b>182,0</b>	177,4
<b>Total de l'actif</b>		<b>3 644,9 \$</b>	3 183,7 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Comptes créditeurs et charges à payer		<b>590,2 \$</b>	597,6 \$
Provisions	5	<b>40,9</b>	21,6
Impôts sur le résultat à payer		<b>9,4</b>	10,9
Contrats en cours : passifs		<b>105,8</b>	104,6
Partie courante de la dette à long terme	6	<b>220,8</b>	136,0
Passifs financiers dérivés		<b>10,2</b>	12,7
<b>Total du passif courant</b>		<b>977,3 \$</b>	883,4 \$
Provisions	5	<b>8,2</b>	6,0
Dette à long terme	6	<b>1 003,4</b>	685,6
Obligations relatives aux redevances		<b>154,7</b>	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel		<b>150,2</b>	114,2
Profits différés et autres passifs non courants		<b>183,3</b>	186,0
Passifs d'impôt différé		<b>128,5</b>	91,8
Passifs financiers dérivés		<b>12,0</b>	12,9
<b>Total du passif</b>		<b>2 617,6 \$</b>	2 141,5 \$
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions		<b>462,5 \$</b>	454,5 \$
Surplus d'apport		<b>20,9</b>	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global		<b>(41,4)</b>	(9,8)
Résultats non distribués		<b>563,5</b>	558,0
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		<b>1 005,5 \$</b>	1 021,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		<b>21,8</b>	20,3
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>1 027,3 \$</b>	1 042,2 \$
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>3 644,9 \$</b>	3 183,7 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## Compte consolidé de résultat

<i>(non audité)</i>		<b>Trimestres clos les</b>		<b>Semestres clos les</b>	
<i>(montants en millions de dollars canadiens,</i>		<b>30 septembre</b>		<b>30 septembre</b>	
<i>sauf les montants par action)</i>					
	Notes	<b>2012</b>	2011	<b>2012</b>	2011
Produits des activités ordinaires	14	<b>514,4 \$</b>	433,5 \$	<b>994,5 \$</b>	861,4 \$
Coût des ventes		<b>370,4</b>	296,0	<b>691,4</b>	584,3
<b>Marge brute</b>		<b>144,0 \$</b>	137,5 \$	<b>303,1 \$</b>	277,1 \$
Frais de recherche et de développement		<b>14,5</b>	15,9	<b>28,5</b>	31,1
Frais de vente, généraux et d'administration		<b>67,3</b>	59,8	<b>135,7</b>	122,1
Autres (profits) pertes – montant net	7	<b>(14,5)</b>	(2,1)	<b>(14,6)</b>	(12,0)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	12	<b>9,8</b>	-	<b>41,8</b>	-
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>66,9 \$</b>	63,9 \$	<b>111,7 \$</b>	135,9 \$
Produits financiers	6	<b>(1,6)</b>	(2,3)	<b>(3,1)</b>	(3,5)
Charges financières	6	<b>19,2</b>	17,2	<b>37,6</b>	33,3
Charges financières – montant net		<b>17,6 \$</b>	14,9 \$	<b>34,5 \$</b>	29,8 \$
<b>Résultat avant impôts sur le résultat</b>		<b>49,3 \$</b>	49,0 \$	<b>77,2 \$</b>	106,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat		<b>12,5</b>	10,3	<b>18,7</b>	23,9
<b>Résultat net</b>		<b>36,8 \$</b>	38,7 \$	<b>58,5 \$</b>	82,2 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		<b>36,5 \$</b>	38,4 \$	<b>57,8 \$</b>	81,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		<b>0,3</b>	0,3	<b>0,7</b>	0,7
		<b>36,8 \$</b>	38,7 \$	<b>58,5 \$</b>	82,2 \$
<b>Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs</b>					
<b>d'instruments de capitaux propres de la Société</b>					
De base et dilué	8	<b>0,14 \$</b>	0,15 \$	<b>0,22 \$</b>	0,32 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du résultat global

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
<b>Résultat net</b>	<b>36,8 \$</b>	<b>38,7 \$</b>	<b>58,5 \$</b>	<b>82,2 \$</b>
<b>Différence de conversion</b>				
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger	(41,3) \$	59,4 \$	(38,4) \$	58,5 \$
Montant net des profits (pertes) sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	9,7	(12,3)	7,2	(11,5)
Impôts sur le résultat	(1,3)	1,9	(1,3)	1,9
	<b>(32,9) \$</b>	<b>49,0 \$</b>	<b>(32,5) \$</b>	<b>48,9 \$</b>
<b>Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie</b>				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	14,0 \$	(25,9) \$	9,2 \$	(27,9) \$
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie virées au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers connexes	(6,3)	(2,1)	(7,7)	(6,6)
Impôts sur le résultat	(2,0)	7,6	(0,6)	8,9
	<b>5,7 \$</b>	<b>(20,4) \$</b>	<b>0,9 \$</b>	<b>(25,6) \$</b>
<b>Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies</b>				
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies	(33,6) \$	(42,1) \$	(39,6) \$	(44,8) \$
Impôts sur le résultat	9,0	11,7	10,6	12,4
	<b>(24,6) \$</b>	<b>(30,4) \$</b>	<b>(29,0) \$</b>	<b>(32,4) \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(51,8) \$</b>	<b>(1,8) \$</b>	<b>(60,6) \$</b>	<b>(9,1) \$</b>
<b>Résultat global total</b>	<b>(15,0) \$</b>	<b>36,9 \$</b>	<b>(2,1) \$</b>	<b>73,1 \$</b>
<b>Attribuable aux :</b>				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(15,2) \$	36,4 \$	(2,8) \$	72,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,2	0,5	0,7	0,9
	<b>(15,0) \$</b>	<b>36,9 \$</b>	<b>(2,1) \$</b>	<b>73,1 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé des variations en capitaux propres

(non audité)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Semestre clos le 30 septembre 2012 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)		258 266 295	454,5 \$	19,2 \$	(9,8) \$	558,0 \$	1 021,9 \$	20,3 \$	1 042,2 \$
Soldes à l'ouverture de la période		-	-	-	-	57,8	57,8	0,7	58,5
Résultat net		-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global :		-	-	-	(32,5)	-	(32,5)	-	(32,5)
Différence de conversion		-	-	-	0,9	-	0,9	-	0,9
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	-	-	-	-	-
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(29,0)	(29,0)	-	(29,0)
Résultat global total		-	- \$	- \$	(31,6) \$	28,8 \$	(2,8) \$	0,7 \$	(2,1) \$
Options sur actions exercées		233 425	2,0	-	-	-	2,0	-	2,0
Achat facultatif au comptant		612	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes en actions	8	543 516	5,4	-	-	(5,4)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,6	(0,6)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	2,3	-	-	2,3	-	2,3
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	0,8	0,8
Dividendes	8	-	-	-	-	(17,9)	(17,9)	-	(17,9)
Soldes à la clôture de la période		259 043 848	462,5 \$	20,9 \$	(41,4) \$	563,5 \$	1 005,5 \$	21,8 \$	1 027,3 \$
(non audité)									
Semestre clos le 30 septembre 2011 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)		256 964 756	440,7 \$	17,1 \$	(9,8) \$	466,4 \$	914,4 \$	18,5 \$	932,9 \$
Soldes à l'ouverture de la période		-	-	-	-	81,5	81,5	0,7	82,2
Résultat net		-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global :		-	-	-	48,7	-	48,7	0,2	48,9
Différence de conversion		-	-	-	(25,6)	-	(25,6)	-	(25,6)
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	-	-	-	-	-
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(32,4)	(32,4)	-	(32,4)
Résultat global total		-	- \$	- \$	23,1 \$	49,1 \$	72,2 \$	0,9 \$	73,1 \$
Options sur actions exercées		270 750	2,0	-	-	-	2,0	-	2,0
Achat facultatif au comptant		495	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes en actions	8	322 776	3,6	-	-	(3,6)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,7	(0,7)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	2,2	-	-	2,2	-	2,2
Dividendes	8	-	-	-	-	(17,0)	(17,0)	-	(17,0)
Soldes à la clôture de la période		257 558 777	447,0 \$	18,6 \$	13,3 \$	494,9 \$	973,8 \$	19,4 \$	993,2 \$

Le total des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global pour le semestre clos le 30 septembre 2012 s'est élevé à 522,1 millions \$ (508,2 millions \$ en 2011).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2012	2011
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net		58,5 \$	82,2 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		52,7	44,6
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		20,9	14,5
Amortissement des frais de financement	6	0,9	0,8
Impôts sur le résultat différés		15,1	13,6
Crédits d'impôt à l'investissement		(11,2)	(8,4)
Paievements fondés sur des actions		(0,3)	0,5
Régimes de retraite à prestations définies		(3,1)	(4,5)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(7,0)	(4,9)
Autres		(0,2)	(4,3)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(154,9)	(92,7)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>		<b>(28,6) \$</b>	<b>41,4 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	2	(264,4) \$	(126,1) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	3	-	(26,8)
Dépenses d'investissement au titre des immobilisations corporelles		(90,5)	(77,2)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		-	27,2
Frais de développement inscrits à l'actif		(24,0)	(18,7)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(10,1)	(8,5)
Autres		(1,0)	(0,5)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(390,0) \$</b>	<b>(230,6) \$</b>
<b>Activités de financement</b>			
Emprunt net aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		229,9 \$	14,2 \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants		(21,9)	(7,7)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		336,6	170,5
Remboursement sur la dette à long terme		(154,7)	(16,7)
Remboursement sur contrats de location-financement		(7,6)	(11,1)
Dividendes versés	8	(17,9)	(17,0)
Émission d'actions ordinaires		2,0	2,0
Autres		(1,5)	(0,6)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>364,9 \$</b>	<b>133,6 \$</b>
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>(53,7) \$</b>	<b>(55,6) \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>		<b>287,3</b>	<b>276,4</b>
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>		<b>(4,2)</b>	<b>6,3</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>229,4 \$</b>	<b>227,1 \$</b>
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		2,0 \$	2,8 \$
Intérêts payés		28,0	21,8
Intérêts reçus		2,4	2,2
Impôts payés		15,5	21,0

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 8 novembre 2012.

## NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs:

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation d'affaires, l'aviation commerciale et sur hélicoptère au personnel navigant, à l'équipage de bord, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

### Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses dispositifs directement aux compagnies aériennes. Il est donc directement exposé aux phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Historiquement, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

### Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la norme IFRS telle que publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) aux fins de l'établissement d'états financiers intermédiaires, soit IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Les méthodes comptables employées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires s'appuient sur les IFRS publiées et en vigueur en date du 8 novembre 2012, date d'approbation des états financiers par le conseil d'administration.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être à la lumière des plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; actif financier disponible à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2012, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires pour calculer la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

## NOTE 2 – REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

### Acquisition au cours de l'exercice 2013

Au 30 septembre 2012, la Société a effectué une transaction de regroupement d'entreprises pour une contrepartie totale de 281,9 millions \$, exclusion faite d'un montant de 32,4 millions \$ au titre des passifs repris et des fonds en caisse.

Un montant de 6,0 millions \$ de coûts liés aux acquisitions est pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition inscrits au compte consolidé de résultat pour le semestre clos le 30 septembre 2012.

#### ***Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à R. L.***

En mai 2012, la Société a acquis 100 % des actions de l'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à R. L. (OAA), un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement des membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, CAE renforce son leadership et sa portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant son nombre de centres de formation, en étendant son réseau d'écoles de pilotage et en élargissant son catalogue de solutions de formation aéronautique et de services de placement de membres d'équipage.

L'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets pris en charge dans le cadre de l'évaluation susmentionnée n'a pas changé depuis la période close le 30 juin 2012, et elle est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 70,2 millions \$ (y compris les noms de marque et les relations avec des clients), est provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces immobilisations ait été finalisée. Un goodwill provisoire de 131,0 millions \$ découlant de l'acquisition d'OAA est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Les synergies résultant du regroupement des activités de CAE avec celles d'OAA;
- L'élargissement du catalogue de CAE dans le domaine du service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance par l'intermédiaire de Parc Aviation;
- Une main-d'œuvre chevronnée composée d'experts en la matière.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 28,3 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 29,7 millions \$, dont une tranche de 1,4 million \$ a fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 104,4 millions \$ et un résultat opérationnel de 5,2 millions \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre d'OAA depuis l'acquisition. Si OAA avait été consolidée à compter du 1er avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel d'OAA de 39,0 millions \$ et de 0,9 million \$ respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs du rendement futur de la Société.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge dans le cadre de l'acquisition se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>30 septembre</b> <b>2012</b>
Actif courant <sup>1)</sup>	38,4 \$
Passif courant	(76,5)
Immobilisations corporelles (principalement des FFS)	158,9
Immobilisations incorporelles	70,2
Goodwill <sup>2)</sup>	131,0
Impôts sur le résultat différés	(18,9)
Dette à long terme	(32,3)
Passifs non courants	(3,5)
<b>Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation de trésorerie à l'acquisition</b>	<b>267,3 \$</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	14,6
<b>Contrepartie totale <sup>3)</sup></b>	<b>281,9 \$</b>
Prix d'achat à payer	(2,6)
<b>Contrepartie totale, réglée en trésorerie</b>	<b>279,3 \$</b>
Contrepartie supplémentaire liée à des acquisitions d'exercices antérieurs	(0,3)
<b>Sortie de trésorerie liée à l'acquisition</b>	<b>279,0 \$</b>

<sup>1)</sup> Abstraction faite des fonds en caisse.

<sup>2)</sup> Ce goodwill n'est pas déductible aux fins fiscales.

<sup>3)</sup> La contrepartie totale de 281,9 millions \$ inclut un montant de 279,3 millions \$ payé aux anciens actionnaires d'OAA pour le remboursement de la dette.

Les variations du goodwill se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>Semestres clos les 30 septembre</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Valeur comptable nette à l'ouverture de la période	298,1 \$	195,1 \$
Acquisition de filiales	128,7	99,1
Différences de conversion	(6,5)	13,2
Valeur comptable nette à la clôture de la période	420,3 \$	307,4 \$

### NOTE 3 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

Le tableau suivant résume l'information financière à l'égard de la participation de la Société dans des coentreprises :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>30 septembre</b> <b>2012</b>	<b>31 mars</b> <b>2012</b>
<b>Actif</b>		
Actif courant	72,9 \$	74,4 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	329,2	315,6
<b>Passif</b>		
Passif courant	55,2	53,8
Dette à long terme (y compris la partie courante)	107,0	113,9
Profits différés et autres passifs non courants	10,0	9,5

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
<b>Données sur le résultat</b>				
Produits des activités ordinaires	<b>30,5 \$</b>	26,5 \$	<b>61,8 \$</b>	53,2 \$
Résultat net	<b>9,2</b>	7,4	<b>17,0</b>	13,5
Résultat opérationnel sectoriel				
FS/C	<b>7,1</b>	6,0	<b>14,1</b>	10,5
PS/M	<b>0,9</b>	0,7	<b>1,1</b>	1,4
FS/M	<b>4,2</b>	2,4	<b>7,0</b>	5,9

Il n'existe aucun passif éventuel relatif aux participations de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel relatif aux coentreprises elles-mêmes.

La quote-part attribuable à la Société des engagements en capital des coentreprises elles-mêmes se chiffre à 58,9 millions \$ au 30 septembre 2012 (84,7 millions \$ au 31 mars 2012).

#### NOTE 4 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentaient comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2012	31 mars 2012
Comptes clients en souffrance, mais non dépréciés		
1-30 jours	<b>32,1 \$</b>	30,1 \$
31-60 jours	<b>16,4</b>	10,2
61-90 jours	<b>11,8</b>	8,5
Plus de 90 jours	<b>44,0</b>	33,5
Total	<b>104,3 \$</b>	82,3 \$
Provision pour créances douteuses	<b>(9,2)</b>	(7,6)
Comptes clients courants	<b>139,6</b>	121,6
Comptes débiteurs non facturés	<b>63,3</b>	48,2
Montants à recevoir de parties liées (note 13)	<b>23,6</b>	23,4
Autres comptes débiteurs	<b>41,5</b>	40,5
Total des comptes débiteurs	<b>363,1 \$</b>	308,4 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	<b>(9,1) \$</b>	(5,9) \$	<b>(7,6) \$</b>	(6,0) \$
Ajouts	<b>(0,8)</b>	(2,9)	<b>(3,2)</b>	(3,5)
Radiations	<b>0,2</b>	0,4	<b>0,6</b>	0,7
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	<b>0,2</b>	0,2	<b>0,7</b>	0,6
Différences de conversion	<b>0,3</b>	(0,1)	<b>0,3</b>	(0,1)
Provision pour créances douteuses à la clôture de la période	<b>(9,2) \$</b>	(8,3) \$	<b>(9,2) \$</b>	(8,3) \$



**NOTE 5 – PROVISIONS**

Les variations des provisions se présentaient comme suit :

<i>(non audité)</i> Semestre clos le 30 septembre 2012 <i>(montants en millions)</i>	Remise en état et enlè- vement de simulateurs	Restructu- ration (voir la note 12)	Récla- mations fondées en droit	Contrats déficitaires	Passifs éventuels			Total
					Garanties	découlant des regroupe- ments d'entreprises	Autres provisions	
Total des provisions à l'ouverture de la période	0,9 \$	0,7 \$	1,6 \$	0,3 \$	11,1 \$	9,0 \$	4,0 \$	27,6 \$
Ajouts, y compris la hausse des provisions existantes	3,9	34,3	-	-	4,0	-	9,3	51,5
Montants utilisés	(0,3)	(16,6)	(0,7)	(0,1)	(4,6)	-	(1,7)	(24,0)
Reprises de montants inutilisés	-	-	-	(0,1)	(0,7)	(5,0)	(0,1)	(5,9)
Variations du montant actualisé	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1
Différences de conversion	-	(0,1)	-	-	-	-	(0,1)	(0,2)
<b>Total des provisions à la clôture de la période</b>	<b>4,5 \$</b>	<b>18,3 \$</b>	<b>0,9 \$</b>	<b>0,1 \$</b>	<b>9,8 \$</b>	<b>4,1 \$</b>	<b>11,4 \$</b>	<b>49,1 \$</b>
<b>Moins la partie courante</b>	<b>0,6</b>	<b>18,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>9,8</b>	<b>1,2</b>	<b>10,5</b>	<b>40,9</b>
<b>Partie non courante</b>	<b>3,9 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>0,5 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>2,9 \$</b>	<b>0,9 \$</b>	<b>8,2 \$</b>

**NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET****Dette à long terme**

La Société a certains accords relatifs à la dette qui stipulent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 30 septembre 2012, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière, sauf en ce qui a trait à ce qui est indiqué ci-après. Au 30 septembre 2012, Hatsoff Helicopter Training Private Limited (Hatsoff), une coentreprise en Inde entre CAE et Hindustan Aeronautics Limited, ne respectait pas certains ratios relatifs à la dette et avait omis d'effectuer en partie un paiement d'intérêts sur sa dette d'un montant de 0,7 million \$ US. Au 30 septembre 2012, la quote-part revenant à la Société de l'encours de la dette s'établissait à 20,1 millions \$, ce montant ayant été reclassé dans le passif courant dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. La dette de Hatsoff est sans possibilité de recours contre les deux coentrepreneurs. La direction de Hatsoff a entrepris des discussions avec l'institution financière afin de résoudre le manquement et la défaillance.

**Facilité de crédit non garantie de premier rang**

En mai 2012, la Société a conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans dont un montant de 304,1 millions \$ a été utilisé pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit porte intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge. Les taux s'établissaient à 2,7 % et à 1,5 % respectivement le 30 septembre 2012.

**Contrats de location-financement**

Par le biais de l'acquisition d'OAA, la Société a pris en charge des contrats de location visant plusieurs simulateurs situés en Europe. Ces contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement, et les obligations au titre de ces contrats de location-financement s'élèvent à 30,6 millions \$ au 30 septembre 2012, les taux de location implicites variant d'environ 4,3 % à 10,0 %.

**Refinancement des facilités de crédit**

Le 29 juin 2012, la Société a modifié ses facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à reporter la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables.

**Charge financière – montant net**

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Charges financières :				
Dette à long terme (hormis les contrats de location-financement)	12,4 \$	9,0 \$	24,3 \$	17,2 \$
Contrats de location-financement	2,8	3,2	5,4	5,9
Obligations relatives aux redevances	2,6	3,4	5,4	6,8
Dotation aux amortissements des frais de financement	0,3	0,4	0,9	0,8
Désactualisation des provisions	0,2	0,7	0,5	1,1
Autres	1,6	1,8	3,0	3,7
Charge d'intérêts postérieure aux swaps de taux d'intérêt	-	(0,5)	(0,4)	(1,0)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif <sup>1)</sup>	(0,7)	(0,8)	(1,5)	(1,2)
<b>Charges financières</b>	<b>19,2 \$</b>	<b>17,2 \$</b>	<b>37,6 \$</b>	<b>33,3 \$</b>
Produits financiers :				
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,5) \$	(0,9) \$	(0,8) \$	(1,0) \$
Autres	(1,1)	(1,4)	(2,3)	(2,5)
<b>Produits financiers</b>	<b>(1,6) \$</b>	<b>(2,3) \$</b>	<b>(3,1) \$</b>	<b>(3,5) \$</b>
<b>Charges financières – montant net</b>	<b>17,6 \$</b>	<b>14,9 \$</b>	<b>34,5 \$</b>	<b>29,8 \$</b>

<sup>1)</sup> Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,0 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 (5,3 % en 2011) et de 4,8 % pour le trimestre clos le 30 juin 2012 (6,0 % en 2011).

**NOTE 7 – AUTRES (PROFITS) PERTES – MONTANT NET**

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Cession ou mise hors service d'immobilisations corporelles	- \$	(0,8) \$	- \$	(7,6) \$
Montant net des différences de conversion	(8,3)	0,9	(8,1)	-
Produits de dividendes	-	(0,8)	-	(2,0)
Produits de redevances	(0,2)	(0,3)	(0,3)	(0,4)
Reprise de passifs éventuels découlant de regroupements d'entreprises	(5,0)	-	(5,0)	-
Autres	(1,0)	(1,1)	(1,2)	(2,0)
<b>Autres (profits) pertes – montant net</b>	<b>(14,5) \$</b>	<b>(2,1) \$</b>	<b>(14,6) \$</b>	<b>(12,0) \$</b>

**NOTE 8 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES**

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

<i>(non audité)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	258 717 962	257 344 679	258 560 145	257 173 093
Effet dilutif des options sur actions	302 262	643 481	293 409	828 504
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	<b>259 020 224</b>	257 988 160	<b>258 853 554</b>	258 001 597

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, des options sur 3 963 424 actions ordinaires (2 676 603 en 2011) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2012, des options sur 3 963 424 actions ordinaires (2 627 203 en 2011) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

**Dividendes**

Les dividendes déclarés pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013 se sont élevés à 13,0 millions \$, soit 0,05 \$ par action (10,3 millions \$ en 2012, soit 0,04 \$ par action). Les dividendes déclarés pour le premier semestre de l'exercice 2013 se sont élevés à 23,3 millions \$, soit 0,09 \$ par action (20,6 millions \$ en 2012, soit 0,08 \$ par action).

**NOTE 9 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL**

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Charges de personnel	160,3 \$	150,5 \$	330,1 \$	308,3 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	4,7	0,2	10,1	6,9
Charges de retraite – régimes à prestations définies	4,7	3,0	8,4	5,3
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	2,6	1,6	4,2	3,2
<b>Total de la charge de rémunération du personnel</b>	<b>172,3 \$</b>	<b>155,3 \$</b>	<b>352,8 \$</b>	<b>323,7 \$</b>

**NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**

*(non audité)*

*Semestres clos les 30 septembre*

<i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	(37,4) \$	6,7 \$
Contrats en cours : actifs	(29,9)	(3,8)
Stocks	(9,3)	(4,1)
Paiements d'avance	1,5	0,1
Impôts sur le résultat à recouvrer	(3,5)	(8,8)
Actifs financiers dérivés	4,3	25,8
Comptes créditeurs et charges à payer	(81,4)	(68,2)
Provisions	11,3	(0,3)
Impôts sur le résultat à payer	(2,8)	(4,9)
Contrats en cours : passifs	0,3	(14,4)
Passifs financiers dérivés	(8,0)	(20,8)
<b>Variation du fonds de roulement hors trésorerie</b>	<b>(154,9) \$</b>	<b>(92,7) \$</b>

**NOTE 11 – AIDE GOUVERNEMENTALE****Projet Falcon et projet Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	8,5 \$	10,0 \$	8,3 \$	12,9 \$
Contributions	7,2	9,2	16,2	18,9
Paiements reçus	(8,4)	(9,4)	(17,2)	(22,0)
<b>Montant à recevoir à la clôture de la période (note 4)</b>	<b>7,3 \$</b>	<b>9,8 \$</b>	<b>7,3 \$</b>	<b>9,8 \$</b>

**Information globale à l'égard des programmes**

Le tableau suivant présente le montant global des contributions comptabilisées à l'égard de ces programmes :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Falcon	1,5 \$	1,8 \$	3,5 \$	3,7 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,8	1,4	1,8	2,5
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Falcon	4,5 \$	5,1 \$	10,1 \$	10,8
Projet Nouveaux marchés principaux	0,4	0,9	0,8	1,9
Total des contributions :				
Projet Falcon	6,0 \$	6,9 \$	13,6 \$	14,5
Projet Nouveaux marchés principaux	1,2	2,3	2,6	4,4 \$

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

**NOTE 12 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION**

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Coûts de restructuration	7,3 \$	- \$	34,3 \$	- \$
Coûts d'intégration	1,4	-	1,5	-
Coûts d'acquisition	1,1	-	6,0	-
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	9,8 \$	- \$	41,8 \$	- \$

**Coûts de restructuration**

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés, y compris l'obligation connexe au titre des avantages du personnel. Des provisions pour coûts de restructuration sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique actuelle ou implicite du fait d'événements passés et qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources, dont le montant peut être estimé de manière fiable, sera nécessaire pour régler l'obligation. Les provisions pour coûts de restructuration correspondent à la meilleure estimation que peut faire la Société du montant requis pour régler l'obligation à la clôture de la période de présentation de l'information, et elles sont actualisées lorsque l'effet est important.

**Coûts d'intégration**

Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées au redéploiement de simulateurs, à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et autres activités.

**Coûts d'acquisition**

Les coûts d'acquisition représentent les coûts qui se rattachent directement à l'acquisition d'OAA. Ces coûts comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

**NOTE 13 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES**

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(non audité)</i>	<b>30 septembre</b>	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	<b>2012</b>	2012
Comptes débiteurs	<b>23,6 \$</b>	23,4 \$
Contrats en cours : actifs	<b>25,8</b>	18,1
Autres actifs	<b>9,5</b>	10,0
Comptes créditeurs et charges à payer	<b>4,4</b>	5,4
Contrats en cours : passifs	<b>6,6</b>	6,2

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(non audité)</i>	<b>Trimestres clos les</b>		<b>Semestres clos les</b>	
	<b>30 septembre</b>		<b>30 septembre</b>	
<i>(montants en millions)</i>	<b>2012</b>	2011	<b>2012</b>	2011
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	<b>22,8 \$</b>	11,8 \$	<b>35,9 \$</b>	25,1 \$
Achats de produits et services, et autres	<b>0,8</b>	1,1	<b>2,4</b>	2,0
Autres transactions influant sur le résultat	<b>0,3</b>	0,9	<b>0,3</b>	7,7

Les montants non courants à recevoir de parties liées découlent d'obligations liées à des contrats de location simple; ils viennent à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 30 septembre 2012 (néant en 2011).

De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, des transactions s'élevant à 1,0 million \$ (0,6 million \$ en 2012) ont été faites aux prix normaux du marché avec certains organismes pour lesquels certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants. Au cours du premier semestre de l'exercice 2013, ces transactions ont totalisé 1,9 million \$ (1,1 million \$ en 2012).

**Rémunération du personnel de direction clé**

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération versée ou à verser au personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(non audité)</i>	<b>Trimestres clos les</b>		<b>Semestres clos les</b>	
	<b>30 septembre</b>		<b>30 septembre</b>	
<i>(montants en millions)</i>	<b>2012</b>	2011	<b>2012</b>	2011
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	<b>0,9 \$</b>	1,1 \$	<b>2,5 \$</b>	2,5 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	<b>0,4</b>	0,3	<b>0,7</b>	0,5
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-	-	1,5
Paiements fondés sur des actions	<b>1,5</b>	(1,7)	<b>2,2</b>	0,5
	<b>2,8 \$</b>	(0,3) \$	<b>5,4 \$</b>	5,0 \$

**NOTE 14 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES**

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses opérations par le biais de cinq secteurs (voir la note 1).

**Résultats par secteur**

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

(non audité)	FS/C		PS/C		Civil		PS/M		FS/M		Militaire		NMP		Total		
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>																	
(montants en millions)																	
Produits des activités ordinaires externes	189,1 \$	119,1 \$	98,9 \$	92,6 \$	288,0 \$	211,7 \$	130,8 \$	136,0 \$	67,3 \$	65,5 \$	198,1 \$	201,5 \$	28,3 \$	20,3 \$	514,4 \$	433,5 \$	
Dotation aux amortissements																	
Immobilisations corporelles	21,4	16,8	1,2	1,3	22,6	18,1	2,5	1,7	2,0	2,6	4,5	4,3	0,6	0,4	27,7	22,8	
Immobilisations incorporelles et autres actifs	4,5	3,2	0,7	0,5	5,2	3,7	1,6	1,2	2,3	1,4	3,9	2,6	1,6	1,2	10,7	7,5	
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,2
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks	-	-	1,0	-	1,0	-	0,6	-	-	-	0,6	-	-	0,2	1,6	0,2	
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	0,6	0,9	0,1	0,1	0,7	1,0	0,2	0,5	(0,1)	-	0,1	0,5	(0,3)	0,3	0,5	1,8	
Résultat opérationnel sectoriel	27,3	27,6	18,9	14,7	46,2	42,3	20,9	20,9	7,4	9,3	28,3	30,2	2,2	(8,6)	76,7	63,9	

(non audité)	FS/C		PS/C		Civil		PS/M		FS/M		Militaire		NMP		Total		
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>																	
(montants en millions)																	
Produits des activités ordinaires externes	360,0 \$	243,1 \$	179,2 \$	178,7 \$	539,2 \$	421,8 \$	266,2 \$	271,2 \$	134,7 \$	136,7 \$	400,9 \$	407,9 \$	54,4 \$	31,7 \$	994,5 \$	861,4 \$	
Dotation aux amortissements																	
Immobilisations corporelles	41,0	33,2	2,2	2,5	43,2	35,7	4,3	3,3	4,0	5,0	8,3	8,3	1,2	0,6	52,7	44,6	
Immobilisations incorporelles et autres actifs	8,6	6,4	1,2	1,1	9,8	7,5	2,9	2,3	4,8	2,9	7,7	5,2	3,4	1,8	20,9	14,5	
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,2
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks	-	-	1,5	-	1,5	-	0,8	-	0,1	-	0,9	-	-	0,2	2,4	0,2	
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	0,8	0,9	0,2	0,2	1,0	1,1	-	0,7	-	(0,2)	-	0,5	0,1	0,4	1,1	2,0	
Résultat opérationnel sectoriel	60,6	63,1	33,3	24,4	93,9	87,5	40,4	39,7	16,3	19,9	56,7	59,6	2,9	(11,2)	153,5	135,9	

## Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Total du résultat opérationnel sectoriel	76,7 \$	63,9 \$	153,5 \$	135,9 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	(9,8)	-	(41,8)	-
Résultat opérationnel	66,9 \$	63,9 \$	111,7 \$	135,9 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
FS/C	41,8 \$	41,4 \$	84,0 \$	66,6 \$
PS/C	5,4	6,8	13,1	11,8
PS/M	8,5	7,3	16,4	13,6
FS/M	2,4	2,9	4,5	6,1
NMP	3,1	3,9	6,6	6,8
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	61,2 \$	62,3 \$	124,6 \$	104,9 \$

## Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants et les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 septembre	31 mars
	2012	2012
<b>Actif utilisé</b>		
FS/C	1 761,4 \$	1 334,0 \$
PS/C	294,3	275,3
PS/M	559,2	518,0
FS/M	355,6	359,2
NMP	223,6	225,9
Actif non inclus dans l'actif utilisé	450,8	471,3
Total de l'actif	3 644,9 \$	3 183,7 \$
<b>Passif utilisé</b>		
FS/C	243,7 \$	161,0 \$
PS/C	221,1	236,2
PS/M	201,1	247,6
FS/M	169,5	178,0
NMP	46,0	46,6
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 736,2	1 272,1
Total du passif	2 617,6 \$	2 141,5 \$

**Information par zone géographique**

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	52,3 \$	33,2 \$	106,4 \$	91,6 \$
États-Unis	151,6	168,9	307,9	288,0
Royaume-Uni	59,8	40,6	100,0	81,2
Allemagne	18,3	33,2	38,2	75,8
Pays-Bas	12,6	13,8	25,8	28,8
Autres pays d'Europe	57,5	44,0	125,3	91,3
Émirats arabes unis	16,2	11,3	39,2	23,0
Chine	38,9	25,6	70,3	55,3
Autres pays d'Asie	56,2	27,9	88,9	59,5
Australie	25,4	18,6	46,1	35,4
Autres pays	25,6	16,4	46,4	31,5
	<b>514,4 \$</b>	<b>433,5 \$</b>	<b>994,5 \$</b>	<b>861,4 \$</b>

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 septembre	31 mars
	2012	2012
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	439,4 \$	410,8 \$
États-Unis	577,9	577,8
Amérique du Sud	116,5	102,4
Royaume-Uni	314,8	255,6
Espagne	46,7	49,6
Allemagne	58,8	61,4
Belgique	61,5	64,7
Luxembourg	128,8	-
Pays-Bas	71,7	79,3
Autres pays d'Europe	177,6	72,1
Émirats arabes unis	83,5	81,7
Autres pays d'Asie	175,6	140,0
Autres pays	57,5	38,0
	<b>2 310,3 \$</b>	<b>1 933,4 \$</b>

**NOTE 15 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE****Advanced Medical Technologies, LLC**

Le 5 novembre 2012, la Société a acquis une participation de 100% dans Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom), pour une contrepartie totale de 20,0 millions \$. Blue Phantom est un leader mondial de la conception, du développement et de la vente de modèles synthétiques pour la formation par simulation à l'échographie. L'acquisition de Blue Phantom permet à CAE d'accroître ses activités en simulation médicale en ajoutant à son offre de produits la simulation de propriétés échographiques de tissu, et en améliorant ses simulateurs de patients de renommée mondiale, ainsi que sa gamme de simulateurs d'échographies. La direction estime qu'il n'est pas possible de divulguer des renseignements au sujet de la juste valeur des actifs net acquis étant donné que les conclusions de l'exercice d'évaluation ne sont pas encore disponibles.

Aucun produits des activités ordinaires ni aucun résultat opérationnel de Blue Phantom n'a été inclus dans notre compte de résultat consolidé au 30 septembre 2012.

**Restructuring**

CAE a annoncé des mesures de restructuration supplémentaires le 8 novembre 2012 pour rajuster la taille des activités de la Société en Europe, estimé à 15,0 millions \$.





